



Unité - Travail - Progrès

RÉPUBLIQUE DU CONGO

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

DEUXIÈME TRIMESTRE 2023

PUBLICATION DE SEPTEMBRE 2024

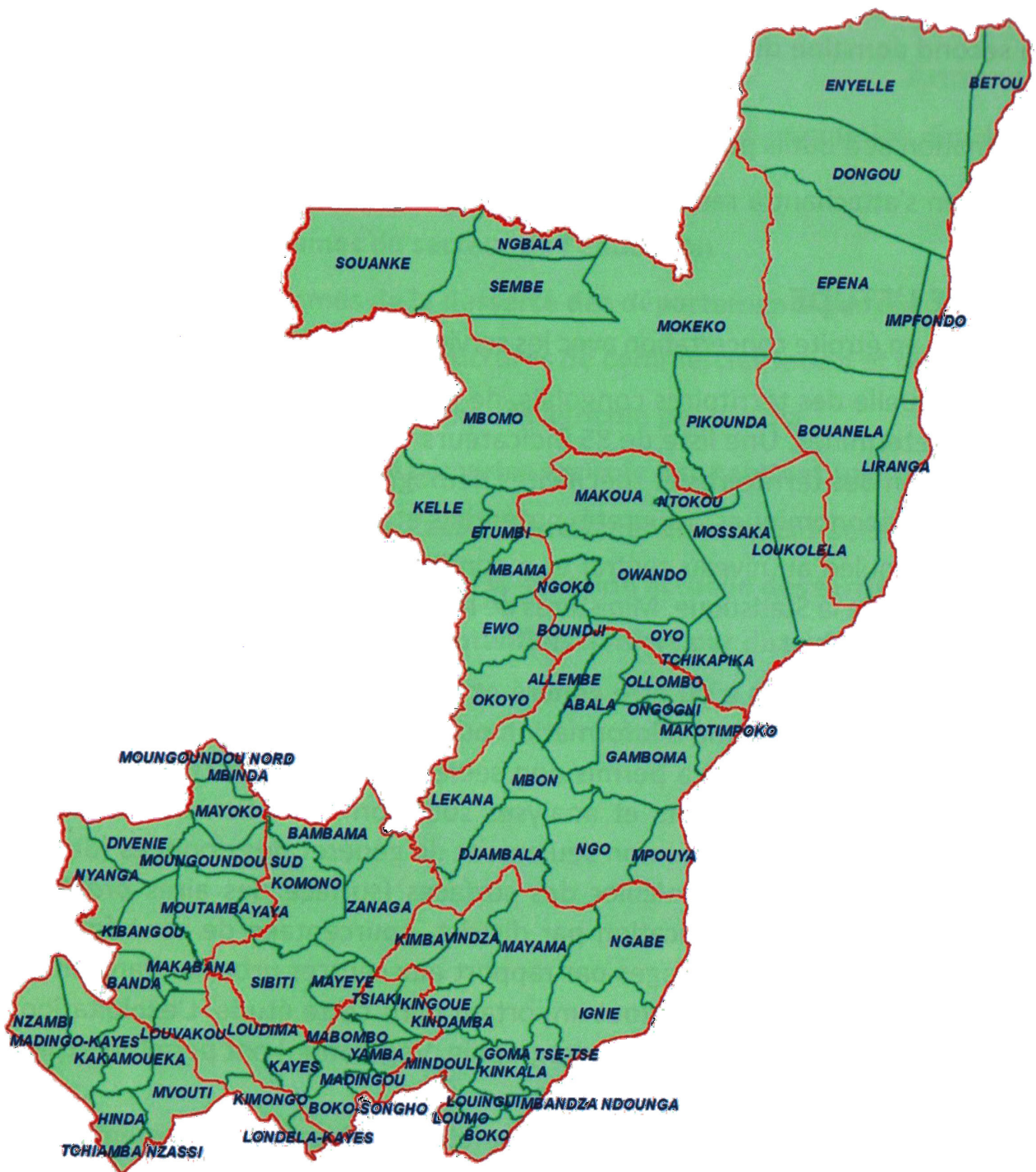


TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	9
PRÉFACE	10
AVANT-PROPOS	11
APERÇU GÉNÉRAL	12
 I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	 13
I.1 Croissance mondiale	14
I.2 Inflation	15
I.3 Cours des matières premières	16
I.4 Politique monétaire	17
I.5 Taux de change euro-dollar	18
 II. ÉCONOMIE NATIONALE	 19
II.1 Secteur réel	20
II.1.1 Secteur primaire	20
II.1.1.1 Pêche	20
II.1.1.2 Exploitation forestière.....	20
II.1.2 Secteur secondaire.....	21
II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures	21
II.1.2.2 Industries de transformation de bois	21
II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs	22
II.1.2.4 Industries alimentaires	23
II.1.2.5 Fabrication des produits à base de farine de blé.....	24
II.1.2.6 Industries mécaniques et métalliques.....	25
II.1.2.7 Industries métallurgiques	25
II.1.2.8 Industries des minéraux non métalliques	26
II.1.2.9 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)	27
II.1.2.10 Industrie de raffinage de pétrole	28
II.1.2.11 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité	29
II.1.2.12 Bâtiments et travaux publics	30

II.1.3 Secteur tertiaire	31
II.1.3.1 Commerce	31
II.1.3.2 Hôtels et restaurants.....	33
II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports	34
II.1.3.4 Télécommunications	37
II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances	38
II.1.3.6 Autres services	39
II.1.3.7 Activités parapétrolières.....	40
II.2 Effectifs employés et masse salariale	40
II.2.1 Emplois.....	40
II.2.2. Salaires	41
II.3 Dynamique entrepreneuriale.....	42
II.3.1 Enregistrement des entreprises à l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE).....	42
II.3.2 Enregistrement des entreprises à la charte des investissements	43
II.4 Opinions des chefs d'entreprise	44
II.5 Tendance des prix sur les marchés.....	44
II.6 Pluviométrie	46
II.7 Commerce extérieur.....	46
II.7.1 Exportations des principaux produits	46
II.7.2 Importations des principaux produits	47
II.7.3 Balance commerciale	48
II.8 Situation monétaire	48
II.8.1 Avoirs extérieurs nets	48
II.8.2 Crédit intérieur	48
II.8.3 Masse monétaire	48
II.9. Titres publics	49
II.9.1 Bons du trésor assimilables.....	49
II.9.2 Obligations du trésor assimilables	49
II.10 Relations avec l'extérieur	49

III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2024	50
III.1. Secteur réel	51
III.2 Inflation	51
III.3 Finances publiques	51
III.4 Situation monétaire	51
ANNEXES	52
ÉQUIPE TECHNIQUE.....	54

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et Statistique d'Afrique subsaharienne
ANAC	: Agence Nationale de l'Aviation civile
ARPCE	: Autorité de Régulation des Postes et Communications électroniques
BAD	: Banque africaine de Développement
BEAC	: Banque des États de l'Afrique centrale
BIT	: Bureau international du Travail
BM	: Banque mondiale
BTA	: Bon du Trésor Assimilable
BTP	: Bâtiments et Travaux publics
BZV	: Brazzaville
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo-Océan
CNI	: Commission nationale des investissements
COBAC	: Commission bancaire de l'Afrique centrale
DGB	: Direction générale du Budget
DGDDI	: Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE	: Direction générale de l'Économie
DRN	: Direction des ressources naturelles
E²C	: Énergie électrique du Congo
FCFA	: Franc de la Coopération financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on Board
GWh	: Giga Watt heure
IARD	: Incendie, Accident et Risques divers
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économiques
OIT	: Organisation internationale du Travail
OTA	: Obligation du Trésor Assimilable
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PEM	: Perspectives de l'Économie mondiale
PIB	: Produit intérieur brut
SCPFE	: Société de contrôle de produits forestiers à l'exportation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)	14
Tableau 2 : Inflation (en %)	15
Tableau 3 : Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones 20	
Tableau 4 : Production pétrolière (en millions de barils)	21
Tableau 5 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils)	21
Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA)	21
Tableau 7 : Évolution de la production de la transformation de bois (en milliers de mètres cubes)	22
Tableau 8 : Exportations des bois transformés en volume (en mètres cubes)	22
Tableau 9 : Exportations des bois transformés en valeur (en millions de FCFA)	22
Tableau 10 : Évolution de la production effective des industries de boissons et de tabacs (en volume) .	22
Tableau 11 : Évolution des prix de vente (hors taxe) des industries de boissons et de tabacs (en FCFA) .	23
Tableau 12 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA) 23	
Tableau 13 : Évolution de la production effective des autres industries alimentaires (en tonnes)	24
Tableau 14 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA)	24
Tableau 15 : Évolution de la production effective des produits à base de farine de blé (en tonnes)	24
Tableau 16: Évolution du chiffre d'affaires des unités de production (en millions FCFA)	24
Tableau 17 : Évolution de la production en volume des industries mécaniques et métallurgiques	25
Tableau 18 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA) 25	
Tableau 19 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)	25
Tableau 20 : Évolution des ventes des industries métallurgiques (en tonnes)	26
Tableau 21 : Évolution du chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	26
Tableau 22 : Évolution de la production, des ventes et du chiffre d'affaires du ciment	26
Tableau 23 : Évolution du prix de vente moyen hors taxes de la tonne de ciment (en FCFA)	27
Tableau 24 : Production des industries chimiques et matières plastiques	27
Tableau 25 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)	28
Tableau 26 : Évolution des achats de pétrole brut	28
Tableau 27 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)	28
Tableau 28 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)	29
Tableau 29 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)	29
Tableau 30 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique	30
Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce » (en millions de FCFA)	31
Tableau 32 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de	

FCFA).....	32
Tableau 33 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)	32
Tableau 34 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA).....	33
Tableau 35 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce général (en millions de FCFA).....	33
Tableau 36 : Indicateurs des activités des hôtels.....	34
Tableau 37 : Évolution du trafic commercial aérien	34
Tableau 38: Indicateurs d'activités du transport ferroviaire	35
Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire.....	35
Tableau 40: Indicateurs du transport maritime	35
Tableau 41 : Indicateurs du transport fluvial	36
Tableau 42 : Évolution du chiffre d'affaires du transport fluvial (en millions de FCFA)	36
Tableau 43 : Indicateurs d'activités du transport terrestre.....	36
Tableau 44 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)	37
Tableau 45 : Évolution du chiffre d'affaires des activités de transit.....	37
Tableau 46: Évolution du trafic des télécommunications	37
Tableau 47 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA).....	38
Tableau 48 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA).....	38
Tableau 49 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)	38
Tableau 50 : Évolution des indicateurs de l'activité de microfinances (en millions de FCFA)	39
Tableau 51 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA) 39	
Tableau 52 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre).....	40
Tableau 53 : Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)	41
Tableau 54 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par branches et secteurs d'activités	43
Tableau 55 : Répartition du nombre d'entreprises, des intentions d'investissements et d'emplois enregistrés à la CNI par secteur d'activités	43
Tableau 56 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées	44
Tableau 57 : Évolution des exportations des biens en volume (en tonnes).....	46
Tableau 58 : Évolution des exportations des biens en valeurs (en millions de FCFA)	47
Tableau 59 : Évolution des importations de biens (en milliards de FCFA).....	47
Tableau 60 : Évolution des importations des biens en valeurs (en millions de FCFA)	47
Tableau 61 : Évolution de la balance commerciale (en millions de FCFA).....	48
Tableau 62 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en fin de période).....	49
Tableau A1 : Tendance des prix sur le marché	52

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril).....	16
Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)	16
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique).....	17
Graphique 4 : Taux de change euro-dollar US.....	18
Graphique 5 : Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)	20
Graphique 6 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)	31
Graphique 7 : Répartition du chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce »	31
Graphique 8 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)	32
Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des hôtelleries (en millions de FCFA)	34
Graphique 10 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers.....	40
Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)	40
Graphique 12 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)	46
Graphique 13 : Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA).....	48
Graphique 14 : Montants annoncés des BTA (en milliards de FCFA)	49
Graphique 15 : Montants annoncés des OTA (en milliards de FCFA).....	49

PRÉFACE



Dans un contexte international difficile et incertain, marqué par la dégradation de la crise russo-ukrainienne, qui continue d'impacter les chaînes d'approvisionnement en produits de base, conséquence d'une crise alimentaire mondiale, le Gouvernement, à travers le ministère de l'Économie et des Finances suit régulièrement l'évolution de la conjoncture économique au niveau mondial, régional, sous-régional et national, à partir de la note de conjoncture.

La note de conjoncture est un document d'une portée nationale indéniable, en ce sens qu'elle facilite la prise des décisions économiques des autorités publiques, des partenaires au développement ainsi que des investisseurs nationaux et étrangers. Outre sa particularité d'être un outil d'aide à la décision, elle permet d'apprécier l'exécution de certains programmes socioéconomiques du Gouvernement, à l'instar du Plan national de développement (PND) 2022-2026 et du Programme économique et financier du Congo au titre de la Facilité élargie du crédit du Fonds monétaire international.

La présente note, dans laquelle sont relatées les évolutions des différentes branches/sous-branches d'activités économiques au deuxième trimestre 2024, par rapport à la même période de l'année précédente, analyse les tendances baissières et/ou haussières observées dans le secteur réel, notamment dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

L'économie congolaise a connu une conjoncture favorable portée par la bonne tenue des activités du secteur hors pétrole, malgré la contre-performance du secteur pétrolier du fait de la régression de la production de certains champs pétroliers.

Le regain d'activité dans le secteur hors pétrole a été soutenu, d'une part, par la hausse de la production industrielle, notamment dans les industries meunières, sucrière, de production d'eau minérale, de transformation bois ainsi que de production et distribution d'électricité et, d'autre part, par le dynamisme des activités de transports, télécommunications, bancaires et d'assurance.

Il ressort de cette note trois faits saillants : (i) la baisse modérée de la production des produits pétroliers raffinés sans qu'il y ait eu dysfonctionnement technique de l'outil de production, (ii) la stagnation de la production du ciment après plusieurs trimestres d'augmentation, et (iii) la forte augmentation du prix de ciment qui réduit l'engouement des ménages à poursuivre les constructions des logements.

Je tiens à remercier les chefs d'entreprises, les institutions financières ainsi que les directeurs généraux et centraux des administrations publiques et privées, pour avoir coopéré et facilité la collecte des données par les équipes de la direction générale de l'économie.

J'ose croire, que cette note répondra aux attentes de tous et de chacun et constituera un instrument d'aide à la décision.

**Le Ministre de l'Économie
et des Finances**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Ondaye', written over a horizontal line.

Jean-Baptiste ONDAYE



Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 2019-90 du 9 avril 2019 qui détermine ses attributions et son organisation, la Direction générale de l'économie est l'organe technique qui assiste le Ministre de l'Économie et des Finances en matière, entre autres, de suivi de l'activité économique. Elle informe, à travers la publication de la note de conjoncture, les utilisateurs des statistiques officielles, notamment le Gouvernement, le secteur privé et les partenaires au développement, de l'évolution de l'activité économique, dans le but de les aider dans la prise des décisions économiques et dans l'appréciation à court terme de la mise en œuvre des programmes socioéconomiques.

La présente note de conjoncture est structurée en trois parties. La première, intitulée environnement international, analyse la croissance, l'inflation, les cours de matières premières exportées par la République du Congo, la politique monétaire adoptée par les pays avancés et les pays émergents, le taux de change euro-dollar US. La deuxième, nommée économie nationale, aborde l'examen du secteur réel, des prix de certains produits, de l'emploi, de la dynamique entrepreneuriale, des échanges extérieurs, de la situation monétaire, du marché financier et des relations

avec l'extérieur. La troisième, intitulée perspectives économiques, présente les attentes de la croissance, des finances publiques et de la monnaie en 2024.

Toutefois comme dans l'édition précédente, cette note analyse la tendance des prix de quelques produits observés dans les grandes agglomérations (Brazzaville et Pointe-Noire) en remplacement de celle de l'indice harmonisé des prix à la consommation suivi mensuellement par les services de l'Institut national de la statistique.

Les données ayant permis d'élaborer cette note sont issues de l'enquête réalisée auprès des entreprises privées et publiques ainsi que des administrations publiques. Elles ont été consolidées par les informations issues de différentes structures productrices des statistiques officielles.

C'est ici l'occasion d'exprimer notre reconnaissance à l'endroit des chefs d'entreprises, des administrations publiques et d'autres institutions qui ont accepté de collaborer à la réalisation de ce document.

La Direction générale de l'économie reste ouverte à toutes les observations et suggestions susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions.

Directeur général de l'économie

A large, stylized handwritten signature in blue ink, written over the printed name of the Director General of the Economy.

Franck Mondésir MBOUYILA TSASSA

APERÇU GÉNÉRAL

Au deuxième trimestre 2024, l'activité économique mondiale s'est bien comportée aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et pays en développement, en raison d'une part, de la résilience de l'économie américaine et de certains pays en développement et, d'autre part, de l'appui budgétaire mis en place dans certains pays émergents, notamment la Chine.

Les tensions inflationnistes se sont accentuées à la fois dans les pays avancés et dans les pays émergents et pays en développement par rapport au premier trimestre 2024, comparativement au premier trimestre 2024, en lien avec l'enlèvement de la crise entre la Russie et l'Ukraine qui provoque la hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente, les cours des matières premières suivis par les services de la direction générale de l'économie, ont connu une évolution mitigée au deuxième trimestre 2024. Les prix du baril de pétrole, de bois débités, du cuivre et du zinc ont augmenté, tandis que celui des grumes a baissé.

La conjoncture économique nationale (hors industries extractives) a connu dans l'ensemble une évolution favorable au deuxième trimestre 2024, portée d'une part par la bonne orientation des services et, d'autre part, par le regain d'activité dans le secteur primaire (hors agriculture), en dépit d'une évolution mitigée des activités dans le secteur secondaire.

Le regain d'activité affiché par le secteur primaire résulte de la hausse de la production de la sous-branche exploitation forestière, malgré la baisse de la production de la sous-branche pêche.

L'évolution de la production dans le secteur secondaire a été contrastée, en ce sens que les industries meunières, cimentières, chimiques, mécaniques et métalliques, de transformation de bois et de production et distribution de l'électricité ont enregistré une augmentation de la production, tandis que les industries brassicoles, de tabac, de production et distribution d'eau potable, de raffinage de pétrole ont accusé une baisse de la production.

La hausse d'activité dans le secteur tertiaire est en rapport avec la bonne tenue des sous-branches restaurants et hôtels, télécommunications, transports, banques et assurance, parapétrolier et affranchissements courrier, et ce, nonobstant la baisse d'activité de la sous-branche commerce.

Les industries d'extraction des hydrocarbures et de minerais ont été contre performantes, en accusant le repli de la production pétrolière et minière au deuxième trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente.

Du côté des prix suivi par les services de la direction générale de l'économie dans les deux grandes agglomérations, il a été observé, d'une part, une forte augmentation du prix moyen de ciment, et, d'autre part, une diminution considérable du prix moyen de la farine du blé et de l'huile raffinée de palme.

Le commerce extérieur s'est soldé au deuxième trimestre 2024 par un excédent de la balance commerciale moins important, par rapport à la même période de l'année précédente. La valeur des exportations s'est contractée tandis que celle des importations a augmenté.

Au 30 juin 2024, l'évolution de la situation monétaire reste dominée en glissement annuel, par un raffermissement des avoirs extérieurs nets et une augmentation concomitante du crédit intérieur et de la masse monétaire.

En perspective, sur la base de l'évolution de l'activité économique au deuxième trimestre 2024, le Gouvernement à travers le Comité de cadrage macroéconomie et budgétaire, a tablé sur une croissance économique plus prononcée en 2024, par rapport à l'estimation de 2023. Ce raffermissement serait porté par le dynamisme attendu des activités aussi bien du secteur hors pétrole que du secteur pétrolier.

Du côté des prix, l'inflation demeurerait au-dessus de la norme communautaire en 2024, mais en ralentissement par rapport l'année précédente.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'analyse de l'environnement international porte sur les éléments qui permettent d'apprécier l'évolution de l'activité économique au niveau mondial. Il s'agit notamment de la croissance économique, de l'inflation, des cours des matières premières exportées par la République du Congo, de la politique monétaire et du taux de change euro-dollar.

I.1 Croissance mondiale

Au deuxième trimestre 2024, l'activité économique mondiale s'est bien comportée aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et pays en développement, en raison d'une part, de la résilience de l'économie américaine et de certains pays en développement et, d'autre part, de l'appui budgétaire mis en place dans certains pays émergents, notamment la Chine.

Dans les pays avancés, l'activité économique s'est bien tenue au deuxième trimestre 2024, par rapport au premier trimestre de la même année, essentiellement en lien avec le dynamisme de l'économie américaine.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB réel s'est accélérée, passant de 0,4 % au premier trimestre 2024 à 0,7 % au deuxième trimestre de la même année. Cette croissance a été portée par la bonne tenue de la consommation privée, de l'augmentation accélérée du niveau d'investissement et de la hausse des exportations.

Dans la zone Euro, la croissance est restée inchangée au deuxième trimestre 2024 à 0,3 %, en lien principalement avec la bonne tenue des activités économiques en France, en dépit de la contre-performance de l'économie allemande. En France, la croissance du PIB réel est ressortie à 0,3 %, soit le même niveau que celui du trimestre précédent de la même année. En Allemagne, le PIB en volume s'est légèrement contracté de 0,1 % au deuxième trimestre 2024, après une augmentation de 0,2 % au premier trimestre 2024, du fait de la baisse de la formation brute de capital fixe.

Au Japon, la croissance a augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre 2024, après une contraction de 0,6 % au premier trimestre 2024. Cette reprise a été tirée par la consommation privée, l'investissement et les exportations.

Au Canada, l'activité économique a continué de se consolider, en affichant un taux de 0,5 % au deuxième trimestre 2024, après avoir été de 0,4 % au premier trimestre de la même année, grâce aux technologies numériques et à la croissance de la production dans les secteurs manufacturiers.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB réel a légèrement ralenti au deuxième trimestre 2024, passant de

0,7 % au premier trimestre 2024 à 0,6 % au deuxième trimestre de la même année. Cette contraction s'explique par la baisse de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe.

En perspective, la croissance mondiale devrait être impactée par l'enlèvement du conflit entre la Russie et l'Ukraine et la guerre entre Israël et le Hamas qui continuent à perturber les circuits d'approvisionnement des produits de base. En effet, la croissance mondiale fléchirait légèrement de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 3,2 % en 2024.

Dans les pays avancés, la croissance économique est restée stable à 1,7 % en 2024.

Suite au relâchement du durcissement des conditions financières aux Etats-Unis, la croissance dans ce pays devrait s'accélérer de 0,1 point de pourcentage, pour ressortir à 2,6 % en 2024 contre 2,5 % en 2023.

Dans la zone Euro, elle augmenterait de 0,4 point de pourcentage, pour se fixer à 0,9 % en 2024, après avoir été de 0,5 % une année plus tôt. En rapport avec une dynamique plus forte dans les services et des exportations nettes, une consommation plus forte au vu de l'augmentation des salaires réels, ainsi que sur des investissements plus élevés qui résultent de conditions de financement plus favorables sur fond d'assouplissement progressif des politiques monétaires.

En France, la croissance devrait décélérer, revenant de 1,1% en 2023 à 0,9% en 2024, soit une perte de 0,2 point de pourcentage. En Allemagne, elle devrait progresser de 0,2 % en 2024, après une décélération de 0,2 % en 2023.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB réel devrait augmenter de 0,6 point de pourcentage, pour se fixer à 0,7 % en 2024, après avoir été de 0,1 % une année plus tôt.

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)

	T1-24	T 2-24	2023	2024
Monde	-	-	3,3	3,2
Pays avancés			1,7	1,7
États-Unis	0,4	0,7	2,5	2,6
Canada	0,4	0,5	1,2	1,3
Zone euro	0,3	0,3	0,5	0,9
Allemagne	0,2	-0,1	-0,2	0,2
France	0,3	0,3	1,1	0,9
Japon	-0,6	0,8	1,9	0,7
Royaume-Uni	0,7	0,6	0,1	0,7
Pays émergents et pays en développement			4,4	4,3
Chine	1,5	0,7	5,2	5,0

	T1-24	T 2-24	2023	2024
Mexique	0,3	0,2	3,2	2,2
Afrique subsaharienne	-	-	3,4	3,7
Nigeria	-	-	2,9	3,1
Afrique du Sud	-0,1		0,7	0,9
CEMAC	-	-	2,7	3,4

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et pays en développement, notamment la Chine, la croissance économique a régressé au deuxième trimestre 2024, affichant une croissance du PIB réel de 0,7 % contre 1,5 % au premier trimestre 2024, en raison de la baisse de la consommation privée.

Au Mexique, le rythme de progression du PIB réel a ralenti, revenant de 0,3 % au premier trimestre 2024 à 0,2 % au deuxième trimestre 2024.

En perspective, contrairement aux pays avancés, le rythme de progression du PIB réel dans les pays émergents et pays en développement devrait connaître une hausse de 5,0 % en 2024 contre 5,2 % en 2023, en lien avec une forte activité en Asie. En Chine la croissance devrait progresser à 5,0 % en 2024, après avoir été de 5,2 % en 2023.

En Afrique Subsaharienne, la croissance devrait se raffermir en 2024, pour ressortir à 3,7 %. Au Nigéria, la croissance reviendrait de 2,9 % en 2023 à 3,1 % en 2024. En Afrique du Sud, elle s'établirait à 0,9 % en 2024 contre 0,7 % en 2023.

Dans la zone CEMAC, la croissance du PIB réel devrait se raffermir pour se situer à 3,0 % en 2024, après avoir été de 2,7 % en 2023.

I.2 Inflation

Au deuxième trimestre 2024, les tensions inflationnistes mondiales se sont ravivées dans les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement par rapport au premier trimestre 2024.

Dans les pays avancés, les tensions inflationnistes se sont intensifiées au deuxième trimestre 2024, par rapport au trimestre précédent. Aux Etats-Unis, l'inflation est passée de 1,0 % à 1,2 %, en rapport avec l'envolée des prix des aliments et de l'énergie.

Au Canada, elle s'est située à 1,4 % au deuxième trimestre 2024, contre 0,3 % au premier trimestre 2024, à cause de la vigueur des dépenses publiques et les coûts élevés du logement.

Dans la zone euro, Au deuxième trimestre 2024, les tensions inflationnistes sont ressorties au même

taux par rapport au premier trimestre de la même année. En France, l'inflation s'est fixée à 0,3 %, alors qu'elle était de 0,0 % au premier trimestre 2024. En Allemagne, elle s'est établie au même taux par rapport au premier trimestre 2024, soit 0,3 %.

Au Royaume-Uni, le rythme de progression du niveau général des prix s'est accéléré, passant de 0,2 % au premier trimestre 2024 à 0,3 % au deuxième trimestre 2024, en raison de la hausse significative des prix du gaz et de l'électricité.

Dans les économies avancées, l'atténuation progressive des tensions sur les marchés du travail, conjuguée à une baisse attendue des cours de l'énergie, devrait ramener l'inflation globale à son niveau cible d'ici à la fin de l'année 2025. L'inflation devrait fléchir en 2024 et 2025 pour s'établir respectivement à 2,7 % et 2,1 %. Aux Etats-Unis, l'inflation devrait ralentir de 2,9 % en 2024 à 2,0 % en 2025. Dans la zone Euro, elle ralentirait, pour se situer à 2,4 % en 2024 et à 2,1 % en 2025. Au Japon, les tensions inflationnistes devraient ralentir en 2024, avec un taux d'inflation de 2,2 %, avant de s'afficher à 2,1 % en 2025.

Tableau 2 : Inflation (en %)

	T1-24	T 2-24	2023	2024
Pays avancés	-	-	4,6	2,7
États-Unis	1,0	1,2	4,1	2,9
Canada	0,3	1,4	5,5	4,0
Zone euro	0,3	0,3	5,4	2,4
Allemagne	0,3	0,3	6,0	2,4
France	0,0	0,3	5,7	2,4
Japon			3,3	2,2
Royaume uni	0,2	0,3	7,3	2,5
Pays émergents et pays en développement	-	-	8,3	8,2
Chine	0,5	-0,4	0,2	1,0
Inde	0,2	0,9	5,4	4,6
Brésil	1,5	1,1	4,6	4,1
Afrique subsaharienne	-	-	16,2	15,3
Nigéria	-	-	24,7	26,3
Afrique du Sud	0,9	1,2	5,9	4,9
CEMAC	-	-	5,1	4,5

Source : OCDE/FMI/BEA

Dans les pays émergents et pays en développement, les tensions inflationnistes dans l'ensemble ont été maîtrisées, en lien avec le resserrement de la politique monétaire. En Chine, le niveau des prix à la consommation a baissé de 0,4 % au deuxième trimestre 2024, après avoir augmenté de 0,5 % au premier trimestre 2024. En Inde, elle s'est établie à 0,9 % au deuxième trimestre 2024 contre 0,2 % au premier trimestre 2024. Au Brésil, l'inflation est passée de 1,5 % au premier trimestre 2024 à 1,1 % au deuxième

trimestre 2024. En Afrique du Sud, elle est ressortie à 1,2 % au deuxième trimestre 2024, contre 0,9 % au premier trimestre 2024.

En perspective, dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation ralentirait pour s'établir à 8,2 % en 2024 et à 6,0 % en 2025, en lien avec le relèvement des taux directeurs dans le cadre du durcissement de la politique monétaire, pour lutter contre la flambée des prix de produits de première nécessité. En Chine, l'inflation s'accélérerait pour se fixer à 1,0 % en 2024, avant de se hisser à 2,0 % en 2025. En Inde, elle fléchirait pour s'établir à 4,6 % et à 4,2 % respectivement en 2024 et 2025.

En Afrique Subsaharienne, l'inflation ralentirait, passant de 15,3 % en 2024 à 12,4 % en 2025. Au Nigéria, elle s'établirait à 26,3 % en 2024, avant de décélérer pour se fixer à 12,4 % en 2025. En Afrique du sud, l'inflation devrait décélérer pour s'établir à 4,9 % en 2024 et 4,5 % en 2025.

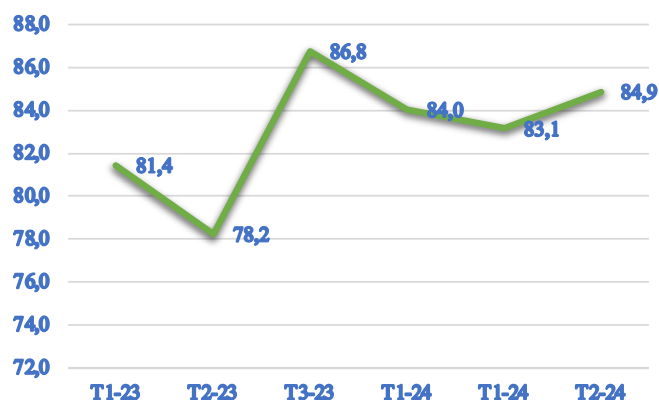
Dans la zone CEMAC, l'inflation se situerait au-dessus du seuil communautaire (3 %), pour se hisser à 4,5 % en 2024 et 4,0 % en 2025.

I.3 Cours des matières premières

Comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente, les cours des matières premières suivis par les services de la direction générale de l'économie, ont connu une évolution mitigée au deuxième trimestre 2024. Les prix du baril de pétrole, de bois débités, du cuivre et du zinc ont augmenté, tandis que celui des grumes a baissé.

Le cours international du pétrole s'est établi à 84,9 dollars US le baril au deuxième trimestre 2024, après avoir été de 78,2 dollars US le baril à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 8,5 %.

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril)



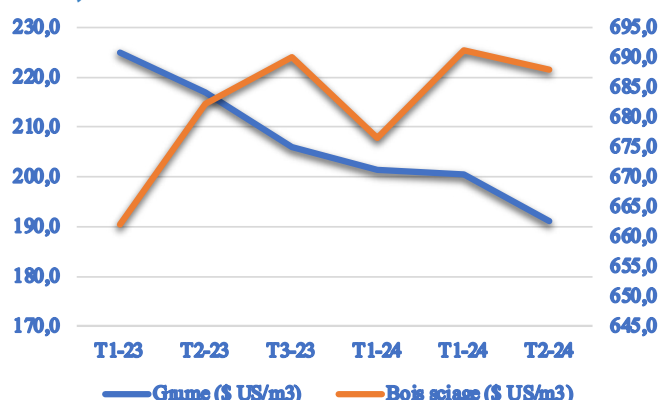
Source : Banque mondiale

La hausse des cours du pétrole est attribuable à l'accroissement de la demande en Chine, en lien avec l'évolution positive des indicateurs économiques et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine, qui ont alimenté les craintes d'une réduction de l'offre mondiale de pétrole.

En perspective, il est attendu une augmentation du cours du baril de pétrole en 2024. Le prix international du pétrole se hisserait de 1,7 %, passant de 82,6 dollars US le baril en 2023 à 84,0 dollars US le baril en 2024, à cause de la hausse de la demande mondiale de pétrole prévue au cours de la même année.

Les cours des bois (grumes et débités) ont connu une évolution contrastée au cours de la période sous revue. Le prix des grumes est passé de 217,0 dollars US le mètre cube au deuxième trimestre 2023 à 200,5 dollars US le mètre cube au deuxième trimestre 2024, soit un repli de 12,0 %. Dans le même temps, le cours des bois débités s'est fixé à 691,1 dollars US le mètre cube, après avoir été de 682,2 dollars US le mètre cube, en légère augmentation de 0,8 % en glissement annuel.

Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)



Source : Banque mondiale

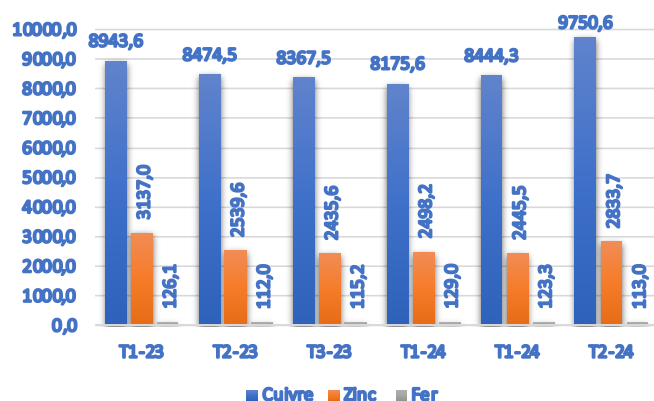
L'évolution à la baisse du cours des grumes sur la période susmentionnée est liée, entre autres, à la timidité de la demande de bois sur les marchés asiatiques, notamment en Chine, l'un des principaux importateurs dans le secteur.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les cours des bois auraient également une tendance mitigée. Les grumes verraient leurs cours s'afficher en moyenne à 200 dollars US/m³ contre 212 dollars US/m³ en 2023, soit un recul de 5,7 %. Par contre, le cours moyen de bois débités devrait se hisser en moyenne à 691,1 dollars US/m³ en 2024, après avoir été de 678 dollars US/m³ en 2023.

Au deuxième trimestre 2024, les prix du cuivre, du zinc et du fer ont progressé par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours de cette période, il a été enregistré une hausse du cours du cuivre de l'ordre de 15,1 % en glissement annuel, en lien avec l'augmentation de la demande mondiale. En effet, le prix du cuivre est passé de 8474,4 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2023 à 9750,6 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2024.

S'agissant du cours du zinc, il a connu une progression de 11,6 % en glissement annuel, pour s'établir à 2833,7 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2024 contre 2 539,6 dollars US la tonne métrique au même trimestre de l'année précédente. Cette hausse est en lien avec l'intensification de l'activité manufacturière à l'échelle mondiale, conjuguée aux mesures de stimulation de l'investissement en infrastructure et en immobilier prises par la Chine. Celui du fer est ressorti de 113,0 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre 2024, contre 112,0 dollars US la tonne métrique au deuxième trimestre de l'année précédente, soit une augmentation de 0,9 %.

Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

En 2024, les cours du cuivre, du zinc et du fer connaîtraient une évolution contrastée par rapport à 2023, avec d'une part, la baisse des prix du zinc et du fer et d'autre part, la hausse des cours du cuivre.

En effet, les cours du zinc devraient reculer de 5,8 %, pour ressortir à 2 500 dollars US la tonne métrique en 2024, contre 2 653 dollars US la tonne métrique en 2023. Le prix du fer devrait se contracter de 8,8 %, s'établissant à 110 dollars US la tonne métrique en 2024, après avoir été de 120,6 dollars US la tonne métrique une année plus tôt. Les cours du cuivre devraient s'établir à 8 900 dollars US la tonne métrique en 2024, contre 8 490 dollars US la tonne métrique en 2023, soit une progression de 4,8 %.

I.4 Politique monétaire

Au deuxième trimestre 2024, dans la plupart des pays avancés et en développement, certaines banques centrales ont entamé la normalisation de la politique monétaire restrictive face à une baisse observée de l'inflation. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine, lors de sa réunion tenue du 11 au 12 juin 2024, a décidé de maintenir inchangée la fourchette cible de ses taux entre 5,25 % et 5,50 %.

Au Canada, le Conseil de la Banque du Canada a décidé, lors de sa réunion du 5 juin 2024, de baisser de 25 points de base ses taux directeurs. Ainsi, son taux cible de financement à un jour est revenu de 4,75 %, le taux officiel d'escompte à 5,00 %, et le taux de rémunération des dépôts à 4,75 %.

Dans la zone euro, le Conseil des gouverneurs a décidé, le 6 juin 2024, de revoir le caractère restrictif de sa politique monétaire après l'avoir maintenu pendant neuf mois, en baissant de 25 points de base, les trois principaux taux d'intérêt directeurs dans un contexte de ralentissement de l'inflation. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt sont revenus à 4,25 %, 4,50 % et 3,75 % respectivement.

Au Japon, la Banque centrale a décidé au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 25 au 26 avril 2024, de maintenir inchangées ses conditions monétaires ultra accommodantes, après les avoir modifiées en octobre de l'année dernière à -0,10 %.

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre lors de la réunion du 19 juin 2024, a décidé de maintenir son taux directeur à 5,25 % malgré que l'inflation soit retombée vers l'objectif de 2 %.

Dans les pays émergents et pays en développement, la politique monétaire a été mitigée, en ce sens qu'en Chine, la Banque populaire a abaissé à nouveau ses deux taux de référence. Le taux préférentiel de prêt (loan prime rate, LPR) à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,65 % à 3,55 %, et celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 4,3 % à 4,2 %.

En Inde, la Banque centrale de l'Inde (RBI) a maintenu son taux directeur inchangé à 6,5 % lors de sa réunion du 7 juin 2024, soulignant que la vigueur de la croissance économique permettrait à la RBI de se concentrer davantage sur la réduction de l'inflation vers son objectif à moyen terme de 4 %.

Au Brésil, le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 10,50 % en raison de l'incertitude du scénario mondial et domestique.

En Russie, La Banque centrale russe (BCR) lors de sa réunion du 7 juin 2024 a maintenu son taux directeur inchangé à 16,0 %, pour tenter de contenir l'inflation due notamment à l'explosion des dépenses militaires dans le budget fédéral.

En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont maintenu l'orientation restrictive de leur politique monétaire, dans le but de maîtriser les pressions inflationnistes.

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale du Nigéria a décidé, au terme de sa réunion tenue les 20 et 21 mai 2024, de resserrer une fois de plus sa politique monétaire.

En Afrique du Sud, la South African Reserve Bank (SARB), dans son communiqué de presse du 27 mars 2024, a maintenu inchangé son taux directeur à 8,25 %.

I.5 Taux de change euro-dollar

Entre le premier trimestre et le deuxième trimestre 2024, le taux de change euro-dollar est passé de 1,089 à 1,077, soit une dépréciation de 0,7 % de l'euro par rapport au dollar. Cette dépréciation est un peu plus prononcée en glissement annuel, avec un taux de 1,1 %.

Graphique 4 : Taux de change euro-dollar US



Source : BCE

II. ÉCONOMIE NATIONALE

Dans cette partie traitant de l'économie nationale, l'analyse porte essentiellement sur le secteur productif, les tendances des marchés des prix de première nécessité et de transport, le commerce extérieur, la situation monétaire et le marché financier. L'évolution de la conjoncture est appréciée en glissement annuel, en comparant les réalisations du deuxième trimestre 2024 à celles du deuxième trimestre 2023.

II.1 Secteur réel

Au deuxième trimestre 2024, l'évolution de la conjoncture dans le secteur réel a été contrastée dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

II.1.1 Secteur primaire

L'évolution de la conjoncture dans le secteur primaire a été marquée, d'une part, par la hausse de la production de la sous-branche exploitation forestière, et d'autre part, par la baisse de la production de la sous-branche pêche.

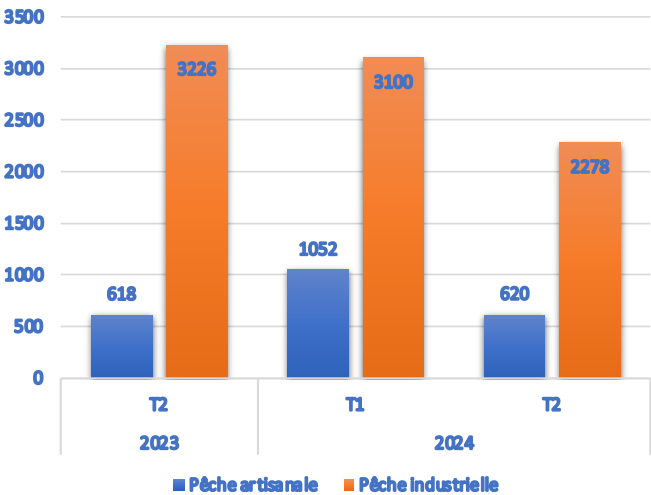
II.1.1.1 Pêche

La production de la pêche a baissé... Avec un niveau de production de 2 898,0 tonnes dont 620,0 tonnes pour la pêche artisanale et 2 278,0 tonnes pour la pêche industrielle, la sous-branche « Pêche » a accusé une baisse d'activités au deuxième trimestre 2024. Sa production en termes réels a reculé de 24,6 % en glissement annuel et de 30,2 % en variation trimestrielle, en lien avec la réduction de la zone de pêche par l'extension des plateformes pétrolières, la rareté des ressources halieutiques et des perturbations d'approvisionnement en gasoil. La pêche industrielle, exclusivement pratiquée en mer, enregistre une baisse de 29,4 % en glissement annuel et de 26,5 % en variation trimestrielle.

Au cours de la période sous revue, la production de la pêche artisanale, pratiquée en eaux continentales

comme en zone maritime a été marquée par une stagnation (0,4%) en glissement annuel, à cause des problèmes liés à la conservation des poissons qui se présente comme l'un des facteur entravant le développement de cette activité.

Graphique 5 : Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.1.2 Exploitation forestière

Production de grumes en hausse... Au deuxième trimestre 2024, la production de grumes a enregistré une augmentation de 17,0 % par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des capacités industrielles.

Augmentation des exportations de bois en grumes ... En glissement annuel, les exportations de bois en grumes ont progressé de 17,3 % en volume et de 33,1 % en valeur. L'ouverture de nouvelles opportunités sur les marchés internationaux et les dérogations spéciales d'exportations de bois accordées à certaines entreprises constituent les principaux facteurs de cette progression.

Tableau 3 : Évolution de la production et des exportations des bois en grumes selon les zones

Production de grumes		T2-23	T2-24	Variations (en %)
	Zone sud (m3)	111 266	127 918	15,0
	Zone nord (m3)	266 602	314 336	17,9
	Ensemble (m3)	377 868	442 254	17,0
Exportations de grumes	Volumes (m3)	85 199	99 914	17,3
	Valeur (en millions de FCFA)	9 730	12 953	33,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024 et estimations)

II.1.2 Secteur secondaire

L'évolution de la conjoncture dans le secteur secondaire a été mitigée au deuxième trimestre 2024, marquée, d'une part, par l'augmentation de la production des industries cimentières, chimiques, meunières, mécaniques et métalliques, de transformation de bois et de production de l'électricité et, d'autre part, par le repli de la production d'extraction des hydrocarbures, de raffinage de pétrole, de boissons et tabacs, des industries métallurgiques et de production et distribution d'eau.

II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures

1. Production pétrolière

Baisse de la production des hydrocarbures... Au deuxième trimestre 2024, la production pétrolière en volume s'est fixée à 23,0 millions de barils contre 24,7 millions de barils une année plus tôt, soit une baisse de 6,9 % en glissement annuel. Ce recul est principalement lié à l'expiration de plusieurs permis d'exploitation, notamment ceux d'Eni Congo et à l'indisponibilité des machines tournantes.

Tableau 4 : Production pétrolière (en millions de barils)

	T2-23	T2-24	Variations (en%)
Huiles brutes de pétrole	24,62	23,02	-6,5
Djeno mélange	19,66	18,70	-4,9
Nkossa blend	3,58	3,30	-7,8
Yombo	1,28	0,93	-27,3
Nemba	0,10	0,09	-10,0
Gaz propanes liquéfiés	0,04	0,00	-100,0
Propane	0,03	0,00	-100,0
Butane	0,02	0,00	-100,0
Ensemble	24,7	23,0	-6,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

Les exportations de pétrole ont affiché un recul de 9,9 % au deuxième trimestre 2024, pour se situer à 21,1 millions de barils contre 23,4 millions de barils au deuxième trimestre 2023. Cette évolution résulte, entre autres, du repli des exportations d'huiles brutes de pétrole (-8,8 %) et de gaz propane liquéfiés (-100,0 %).

Tableau 5 : Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils)

Produits	T2-23	T2-24	Variation (en %)
Huiles brutes de pétrole	23,07	21,05	-8,8
Djeno mélange	19,15	18,26	-4,6
Nkossa blend	2,9	2,79	-3,8
Yombo	1,03	0	-100,0
Gaz propanes liquéfiés	0,3	0	-100,0
Propane	0,26	0	-100,0
Butane	0,04	0	-100,0
Ensemble	23,37	21,05	-9,9

Source : DGH et DRN

Les exportations pétrolières en valeur au deuxième trimestre 2024 ont baissé de 8,7 %, pour se chiffrer à 956,8 milliards de FCFA par rapport à la période correspondante de l'année précédente, où elles s'étaient établies à 1048,04 milliards de FCFA, en lien avec le repli des exportations des huiles brutes de pétrole et des gaz propanes liquéfiés.

Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	1042,7	956,8	-8,2
Djeno mélange	867,0	956,5	10,3
Nkossa blend	128,2	0,2	-99,8
Yombo	47,5	0,0	-100,0
Gaz propanes liquéfiés	5,3	0,0	-100,0
Propane	4,3	0,0	0,0
Butane	1,0	0,0	1,2
Ensemble	1048,0	956,8	-8,7

Sources : DGH et DRN

II.1.2.2 Industries de transformation de bois

1. Production

Augmentation de la production des industries de transformation de bois... Le deuxième trimestre 2024 a été marqué par une hausse de 13,8 % de la production des industries de transformation de bois. Cette situation émane, entre autres, de l'augmentation de 12,4 % de la production des sciages et de 140,2 % de la production des contreplaqués. Par contre, une baisse de 28,7 % a été constatée dans la production de placages déroulés.

Tableau 7 : Évolution de la production de la transformation de bois (en milliers de mètres cubes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Sciages	90 229	101 420	12,4
Zone sud	3 630	2 994	-17,5
Zone nord	86 599	98 426	13,7
Placages déroulés	5 710	4 072	-28,7
Contreplaqués	2 051	4 927	140,2
Ensemble			13,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Évolution des exportations des bois transformés en volume

Hausse des quantités des exportations des bois transformés... Le deuxième trimestre de l'année 2024 a été marqué par une hausse globale de 2,1 % des quantités exportées de bois transformés par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression est principalement due à l'augmentation de 2,2 % des exportations de sciages, qui ont contribué à compenser la baisse des exportations de placages déroulés, lesquelles ont chuté de 22,5 %. Ces évolutions reflètent l'amélioration de certains segments du marché pour les sciages.

Tableau 8 : Exportations des bois transformés en volume (en mètres cubes)

Produits	T4-23	T4-24	Variations (en %)
Sciages	73 666	75 282	2,2
Placages déroulés	4 565	3 538	-22,5
Ensemble			2,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Évolution des exportations des bois transformés en valeur

Hausse du montant des exportations des bois transformés... L'analyse en glissement annuel des indicateurs relatifs aux exportations de bois transformés pour le deuxième trimestre 2024 révèle une augmentation de 4,9 %. Cette progression est principalement tirée par la hausse de 6,1 % des exportations de sciages, malgré la baisse de 20,0 % du montant des exportations de placages déroulés.

Tableau 9 : Exportations des bois transformés en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Sciages	27 330	28 995	6,1
Placages déroulés	1 343	1 075	-20,0
Ensemble	28 673	30 070	4,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs

1. Production

Baisse de la production en volume des industries de boissons et tabacs... En glissement annuel, la production des industries de boissons et tabacs a régressé de 8,2 % au deuxième trimestre 2024, en rapport avec la baisse de la production des boissons et des cigarettes.

La production totale des boissons a régressé de 3,2 % en rapport avec la baisse des boissons alcoolisés (-8,7 %) et ce, nonobstant l'accroissement observé dans la production des boissons non alcoolisées (+7,4 %).

La baisse de la production des boissons alcoolisés constatée au deuxième trimestre 2024 est imputable, entre autres, à la concurrence accrue sur le marché, aux difficultés techniques rencontrées sur les lignes de production des industries brassicoles, aux coupures intempestives d'électricité et aux retards de paiement des fournisseurs, compliquant ainsi l'achat des matières premières et la gestion des stocks.

L'augmentation de la production des boissons non alcoolisées quant à elle est attribuable à l'acquisition des nouvelles machines de production et à la construction des dépôts de stockage d'eau. S'agissant des produits laitiers, leur production est demeurée quasi-stable (+0,1 %).

En ce qui concerne les cigarettes, la production des tabacs s'est effondrée au deuxième trimestre 2024 comparativement au deuxième trimestre 2023, en recul de 41,3 %.

Tableau 10 : Évolution de la production effective des industries de boissons et de tabacs (en volume)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Boissons (milliers hectolitres)			-3,2
Boissons non alcoolisées			7,4
Eau minérale	596,9	720,2	20,7
Autres boissons non alcool.	218,0	218,3	0,1
Boissons alcoolisées			-8,7
Bières	566,1	531,2	-6,2
Vin	41,8	7,3	-82,6
Whisky	29,5	39,4	33,8
Autres boissons alcoolisées	34,7	18,9	-45,4
Produits laitiers (10 ³ litres)			0,1
Yaourts	243,4	243,7	0,1
Cigarettes (millions paquets)	12,4	7,3	-41,3
Ensemble			-8,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Prix de vente moyen

Au deuxième trimestre 2024, les prix des produits des industries de « Boissons et tabacs » ont connu une évolution mitigée. En effet, en glissement annuel, les prix de vente des cigarettes, des bières et des autres boissons alcoolisées ont enregistré une hausse respectivement de 17,6 %, de 7,3 % et de 18,0 %, tandis que celui des boissons non alcoolisées s'est contracté de 0,4 %. La hausse des prix des boissons alcoolisées

s'explique par l'application du schéma d'augmentation proposé par les brasseries et accordé par le Gouvernement en mars 2024, suite à la montée des coûts des matières premières. En variation trimestrielle, les prix de ces produits ont connu les mêmes tendances qu'en glissement annuel, avec une augmentation du prix des cigarettes (+1,4 %), des bières (+2,8 %), des autres boissons alcoolisées (+4,2 %) et une baisse des boissons non alcoolisées (-0,4 %).

Tableau 11 : Évolution des prix de vente (hors taxe) des industries de boissons et de tabacs (en FCFA)

Principaux produits	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/ T1-24	T2-24/ T2-23
Cigarettes	461	535	542	1,4	17,6
Bières	465	486	499	2,8	7,3
Autres boissons alcoolisées	514	582	607	4,2	18,0
Boissons non alcoolisées	393	393	392	-0,4	-0,3

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2024)

3. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des industries de boissons et tabacs a progressé... Au deuxième trimestre 2024, contrairement aux évolutions observées dans la production, le chiffre d'affaires des industries de boissons et tabacs est ressorti en hausse de 6,5 % en glissement annuel, passant de 50 211 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 53 488 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024.

Le chiffre d'affaires des boissons s'est accru de 8,0 % tiré par le chiffre d'affaires réalisé dans les boissons non alcoolisées qui a progressé de 25,8 %, en phase avec l'évolution constatée dans la production effective de ces produits, mais également grâce à l'acquisition de nouveaux véhicules de livraison. Quant au chiffre d'affaires des boissons alcoolisées, il enregistre une baisse de 1,3 %, en rapport avec les difficultés rencontrées dans la production.

Enfin, s'agissant du chiffre d'affaires des cigarettes, celui-ci est passé de 6 632 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 6 271,0 millions de FCFA au troisième trimestre 2024, en recul de 5,4 %. La baisse du chiffre d'affaires des tabacs serait imputable aux importations frauduleuses des cigarettes qui échappent aux contrôles douaniers et des forces de l'ordre.

Tableau 12 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Boissons	43 226	46 699	8,0
Boissons non alcoolisées	14 869	18 701	25,8
Eau minérale	5 273	8 707	65,1
Autres boissons non alcool.	9 596	9 994	4,1
Boissons alcoolisées	28 357	27 998	-1,3
Bières	26 088	25 702,0	-1,5
Vin	312	230,0	-26,3
Whisky	363	361,0	-0,5
Autres boissons alcoolisées	1 594	1 705,0	7,0
Produits laitiers	353	518	46,8
Yaourts	353	518,0	46,8
Cigarettes	6 632	6 271,0	-5,4
Ensemble	50 211	53 488	6,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.4 Industries alimentaires

1. Production

La production des autres industries alimentaires a augmenté... Au deuxième trimestre 2024, la production globale des autres industries alimentaires a progressé de 7,3 % par rapport au deuxième trimestre 2023, en raison de la hausse de la production des produits de minoterie (+22,4 %) et des produits de provenderie (+9,6 %). La hausse de la production des produits de minoterie résulte des efforts entrepris dans la maintenance des moulins.

La production sucrière par contre a connu un recul de 27,3 % au cours de la période sous revue, tirée par la diminution de la production de sucre blond (-39,1 %), en raison de la baisse des carnets de commandes.

Tableau 13 : Évolution de la production effective des autres industries alimentaires (en tonnes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits des minoteries	30 716	37 653	22,6
Farine de blé	9 048	10 884	20,3
Son de blé	2 852	3 125	9,6
Produits de proven-derie	12 419	9 031	-27,3
Sucre de canne	3 004	3 297	9,8
Sucre raffiné	9 415	5 734	-39,1
Sucre blond		5 734	-39,1
Ensemble			7,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires des autres industries alimentaires a progressé de 6,8 % par rapport au niveau atteint un an plus tôt, passant de 23 686 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 25 291 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Le chiffre d'affaires de chaque produit a enregistré une hausse : produits de minoterie (+6,2 %) ; produits de provenderie (+2,2 %) ; sucre de canne (+8,3 %).

L'évolution du chiffre d'affaires de la sous-branche, qui est en phase avec celle de la production, est en partie attribuable à la nouvelle politique sur les ristournes qui a permis aux minoteries de récupérer quelques parts de marché perdues en 2023.

Tableau 14 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits des mino-teries	14 205	15 085	6,2
Farine de blé	13 515	14 054	4,0
Son de blé	690	1 031	49,3
Produits de proven-derie	966,0	987	2,2
Sucre de canne	8 515	9219	8,3
Sucre raffiné	2 388	1 969	-17,6
Sucre blond	6 123	6 546	6,9
Ensemble	23 686	25 291	6,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.5 Fabrication des produits à base de farine de blé

1. Production

La production des produits à base de farine de blé a augmenté... Comparativement au deuxième tri-mestre 2023, la fabrication des produits à base de farine de blé s'est accrue de 17,1 % au deuxième tri-mestre 2024, en lien principalement avec l'augmen-tation de la production de pains (+17,3 %), des pro-duits de pâtisserie (12,9 %) et des beignets (18,0 %).

La fabrication des produits à base de farine de blé a bénéficié de la nouvelle politique sur les ristournes mise en place par les minoteries.

Tableau 15 : Évolution de la production effective des produits à base de farine de blé (en tonnes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Pain	31754	37258	17,3
Produits pâti-serie	1207	1362	12,9
Beignets	6269	7397	18,0
Ensemble			17,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires des produits à base de fa-rine de blé... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires global de la sous-branche a progressé de 16,0 % par rapport au niveau atteint un an plus tôt, passant de 37 298 millions de FCFA au deuxième tri-mestre 2023 à 43 252 millions de FCFA. Les principaux produits composant la sous-branche ont contribué à la bonne tenue du chiffre d'affaires global : pains (16,1 %), produits de pâtisserie (11,7 %) et beignets (17,2 %). L'augmentation du chiffre d'affaires de la sous-branche est due à la reprise de la demande des produits à base de farine de blé sur le marché.

Tableau 16: Évolution du chiffre d'affaires des unités de production (en millions FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Pain	28 708	33 331	16,1
Produits pâti-serie	2 650	2 960	11,7
Beignets	5 940	6 961	17,2
Ensemble	37 298	43 252	16,0

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.6 Industries mécaniques et métalliques

1. Production

La production des produits métalliques et mécaniques a augmenté... Au deuxième trimestre 2024, la production en volume des produits mécaniques et métalliques a progressé de 64,8 % par rapport à la même période de l'année précédente, grâce à l'augmentation de la production des cartouches de chasse (128,7 %) et des articles de ménages (87,4 %) et ce, malgré le repli de la production des tôles aluminium. Cette augmentation s'explique d'une part, par l'accroissement des capacités de production grâce à l'acquisition de nouvelles machines et à l'amélioration des méthodes de travail, et d'autre part, par la signature des contrats majeurs avec des entreprises telles que TotalEnergies et Eni Congo.

Tableau 17 : Évolution de la production en volume des industries mécaniques et métallurgiques

Produits	Pondérations	Variations (en %)
Tôles aluminium	6,6	-49,8
Articles de ménage	0,7	87,4
Grillages	0,0	27,4
Cartouche de chasse	10,9	128,7
Travaux divers de fabrication métallique et mécanique	86,2	62,2
Ensemble	100,1	64,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des produits métalliques et mécaniques a augmenté... Parallèlement à l'évolution de la production des produits mécaniques et métalliques au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires des produits mécaniques et métalliques a progressé de 68,6 % en glissement annuel pour s'établir à 23 211 millions de FCFA, en rapport avec l'augmentation du chiffre d'affaires des travaux divers de fabrication mécanique et métallique (84,1 %), des grillages (69,2 %) et des cartouches de chasse (12,1 %).

Cette hausse s'explique notamment, par une augmentation des commandes par rapport au même trimestre de l'année précédente et par une amélioration technologique.

Tableau 18 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Tôles alu	874	620	-29,0
Articles de ménage	94	52	-44,7
Grillages	7	11	69,2
Cartouche de chasse	1 432	1 605	12,1
Travaux divers de fabrication métallique et mécanique	11 364	20 923	84,1
Ensemble	13 770	23 211	68,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.7 Industries métallurgiques

L'industrie métallurgique représente un ensemble d'activités relatives à la première transformation des métaux à base des minerais extraits du sous-sol et la fabrication de certains produits secondaires comme les tuyaux en acier, en aluminium et en cuivre.

1. Production

Régression de la production des industries métallurgiques... Au deuxième trimestre 2024, la production globale en volume des industries métallurgiques a régressé de 11,3 %. Cette baisse s'explique par la diminution de la production des métaux non ferreux (-13,0 %), notamment celle des cathodes de cuivre (-20,5 %).

Tableau 19 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Métaux non ferreux			-13,0
Cathodes de cuivre	2 016	1 603	-20,5
Lingots de zinc	3 084	3 149	2,1
Métaux ferreux			18,9
Fer à béton	1 901	1 905	0,2
Ensemble			-11,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Ventes

Les ventes des industries métallurgiques ont connu une baisse... Les ventes des industries métallurgiques ont reflété l'évolution de la production. Elles ont baissé de 32,7 % au deuxième trimestre 2024, comparativement à la même période une année auparavant. Cette évolution est imputable à la baisse des ventes des métaux non ferreux (34,3 %).

Tableau 20 : Évolution des ventes des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Métaux non ferreux			-34,3
Cathodes de cuivre	2 150,0	2 160,0	0,5
Lingots de zinc	3 535,0	0,0	-100,0
Métaux ferreux			0,2
Fer à béton	1 901	1 905	0,2
Ensemble			-32,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires des industries métallurgiques... Les industries métallurgiques ont enregistré une régression du chiffre d'affaires de 25,8 % au deuxième trimestre 2024 par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette baisse est imputable à la contre-performance des ventes des métaux non ferreux (-27,4 %).

Tableau 21 : Évolution du chiffre d'affaires (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Métaux non ferreux	16 558	12 023	-27,4
Cathodes de cuivre	10 831	12 023	11,0
Lingots de zinc	5 727	0	-100,0
Métaux ferreux	789	850	7,7
Fer à béton	789	850	7,7
Ensemble	17 347	12 873	-25,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

Tableau 22 : Évolution de la production, des ventes et du chiffre d'affaires du ciment

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/ T1-24	T2-24/ T2-23
Production effective (en tonnes)	391 145	379 944	399 105	5,0	2,0
Vente en volume (en tonnes)	232 824	210 160	378 147	79,9	62,4
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 429	15 346	16 508	7,6	14,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

4. Prix de vente moyen

Au deuxième trimestre 2024, le prix de vente moyen (hors taxe) de la tonne de ciment de marque 32.5R a connu une hausse de 16,1 %, s'établissant à 61 832 FCFA, contre 53 276 FCFA la tonne au même trimestre de l'année dernière. Celui de la tonne de ciment de marque 42.5R a augmenté de 0,5 %. De même, l'analyse en glissement annuel indique une hausse de 25,4 % pour le prix de vente moyen (hors taxe) de la tonne de ciment de marque 42.5N durant la même période, à cause de l'augmentation des prix

II.1.2.8 Industries des minéraux non métalliques

1. Production

Hausse de la production des minéraux non métalliques... Au deuxième trimestre 2024, la production en volume des industries des minéraux non métalliques a connu une hausse de 2,0 %, en glissement annuel et de 5,0 % en variation trimestrielle. Cette évolution est tributaire de la demande du ciment à l'exportation.

2. Ventes en volume

Les ventes des minéraux non métalliques ont connu une hausse... Au deuxième trimestre 2024, les ventes des industries des minéraux non métalliques ont enregistré une hausse de 62,4 % en glissement annuel, en lien avec l'augmentation des commandes diversifiées des produits cimentiers, notamment la vente du clinker à l'international et la vente du ciment à pétrole.

3. Chiffre d'affaires

Accroissement du chiffre d'affaires des minéraux non métalliques... Le chiffre d'affaires des industries des minéraux non métalliques est ressorti à 16 508 millions de F CFA au deuxième trimestre 2024, contre 14 429 millions de F CFA au deuxième trimestre 2023, soit une hausse de 14,4 %. Cette progression est portée par les ventes des produits des industries non métalliques.

de carburant à la pompe, du fait de la réduction des subventions des produits pétroliers dans le cadre de l'exécution du programme économique et financier au titre de la Facilité élargie de crédit du FMI.

Tableau 23 : Évolution du prix de vente moyen hors taxes de la tonne de ciment (en FCFA)

Indicateurs	Unité	2023	2024		Variations (en %)	
		T2	T1	T2	T2-24 /T1-24	T2-24 /T2-23
Ciment 32.5	tonne	53 276	59 436	61 832	4,0	16,1
Ciment 42.5 R	tonne	75 769	76 777	76 186	-0,8	0,5
Ciment 42.5 N	tonne	59 698	69 755	74 876	7,3	25,4
Chaux vive	tonne	67 328	61 856	67 415	9,0	0,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.9 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)

1. Production

La production des industries chimiques et matières plastiques est en hausse... Au deuxième trimestre 2024, la production des industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage de pétrole) a connu une augmentation de 31,7 % en glissement annuel.

L'analyse par groupe de produits révèle un accrois-

sement de la production des produits chimiques de 17,3 % et celle des produits plastiques de 37,4 %, du fait de l'augmentation des carnets de commandes suite aux nouveaux accords de partenariat signés avec les principaux clients. La hausse enregistrée dans les produits chimiques s'explique, entre autres, par les produits de la peinture (+48,2 %) et des diluants (+168,6 %). En ce qui concerne les produits plastiques, l'augmentation de la production est en rapport avec la hausse des mousses (38,6 %), des films plastiques (162,7 %) et des casiers en plastique (22,0 %).

Tableau 24 : Production des industries chimiques et matières plastiques

Produits	Unités	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits chimiques				17,3
Gaz industriel	m ³ (10 ³)	165,1	141,2	-14,5
Peinture	Tonne	278,8	413,1	48,2
Javel	Litres (10 ³)	5,2	3,5	-33,0
Savon	Tonne	129,1	64,7	-49,9
Produits dégraissants	Litres (10 ³)	3,5	5,1	45,71
Diluant	Litres (10 ³)	3,5	9,4	168,6
Produits en plastique				37,4
Mousses	Tonne	614,6	851,6	38,6
Films plastique	Tonne	40,1	105,2	162,7
Casiers en plastique	Pièces (10 ³)	132,0	161,0	22,0
Citernes en plastique	Pièces (10 ³)	0,3	10,0	3837,0
Chaises en plastique	Pièces (10 ³)	1,5	0,0	-100,0
Autres produits plastiques	Tonne	228,4	228,0	-0,2
Ensemble				31,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques... Le chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage de pétrole) est ressorti à 3 738 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 contre 3 338 millions de FCFA à la même période une année plus tôt, soit une hausse de 53,0 % en glissement annuel.

Les tendances des deux groupes de produits montrent des résultats contrastés, avec une hausse

du chiffre d'affaires des produits chimiques (61,0 %) et une baisse de celui des produits en plastique (-7,6 %).

Au cours de la période sous revue, le chiffre d'affaires des produits chimiques est passé de 951 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 1 531 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Quant aux produits en plastique, leur chiffre d'affaires s'est établi à 2 207 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024 contre 2 387 millions de FCFA au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 25 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits chimiques	951	1 531	61
Gaz industriel	349	405	15,9
Peinture	492	1 021	107,4
Eau javel	6	4	-33,3
Savon	82	53	-35,4
Produits dégraissants	12	10	-16,7
Diluant	9	38	322,2
Produits en plastique	2 387	2 207	-7,6
Mousses	1 354,6	828	-38,9
Films plastiques	174,8	167	-4,3
Casiers en plastique	455,4	534	17,3
Citernes en plastique	124,7	121	-3
Chaises en plastique	12,5	0	-100
Autres produits plastiques	265,1	556,55	109,9
Ensemble	3 338	3 738	53

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.10 Industrie de raffinage de pétrole

1. Achat de pétrole brut

Hausse des achats de pétrole brut... Au deuxième trimestre 2024, les quantités achetées de pétrole brut par l'industrie de raffinage ont progressé de 6,7 % en glissement annuel, sous l'effet de la reprise du fonctionnement régulier de la CORAF, pour s'établir à 1,9 million de barils, contre 1,8 million de barils au deuxième trimestre 2023. Dans le même temps, les achats en valeur de pétrole brut ont connu une hausse de 93,2 % en glissement annuel pour se hisser à 132 477 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024, après avoir été de 68 554 millions de FCFA à la période sous-revue de l'année précédente.

Tableau 26 : Évolution des achats de pétrole brut

Principaux produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Quantité (en millions de barils)	1,8	1,9	6,7
Valeur (en millions de FCFA)	68 554	132 477	93,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Production des produits pétroliers raffinés

La production des produits pétroliers raffinés s'est contractée... Au deuxième trimestre 2024, la production des produits pétroliers raffinés a régressé de 1,3 % par rapport à la même période de l'année précédente, en rapport avec la baisse de production du white spirit (-100 %), du kérosène (-46,9 %), du gaz butane (-32,7 %), de l'essence légère (-29,1 %) et du super carburant (-9,6 %).

Tableau 27 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Principaux produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Gaz butane	2 205	1 485	-32,7
Super carburant	22 743	20 563	-9,6
Kérosène	13 269	7 051	-46,9
Gasoil	59 280	65 631	10,7
Fuel V 380	128 111	135 348	5,6
Fuel V180	431	1 312	204,4
White spirit (naphta)	5 189	0,0	-100,0
Essence légère	8 575	6 081	-29,1
Ensemble			-1,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Ventes en volume des produits pétroliers raffinés

Les ventes en volume des produits pétroliers raffinés se sont accrues ... Les ventes en volume des produits pétroliers raffinés ont progressé de 22,9 % au deu-

xième trimestre 2024, en lien avec la bonne tenue des ventes en volume des produits pétroliers raffinés sur le marché intérieur (11,1 %) et sur le marché extérieur (36,5 %) qui se sont établies respectivement à 94 307 tonnes métriques et à 153 087 tonnes métriques.

Tableau 28 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Marché intérieur	85 491	94 307	11,1
Gaz butane	2 107	1 466	-30,4
Super carburant	17 042	19 109	12,1
Kérosène	10 675	8 823	-17,3
Gasoil	53 905	64 307	19,3
Fuel V180	1 762	602	-65,8
A l'exportation	114 985	153 087	36,5
Fuel V 380	105 052	153 087	45,7
White spirite	4 008		-100,0
Essence légère	5 925		-100,0
Ensemble			22,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

4. Ventes en valeur des produits pétroliers raffinés

Accroissement des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés ... Les ventes en valeur des produits pétroliers raffinés ont cru de 23,1 %, passant de 71 579 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 88 120

millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette augmentation résulte de la hausse des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés sur le marché intérieur (14,2 %) et sur le marché extérieur (33,9 %), qui se sont fixées respectivement à 43 896 millions de FCFA et à 44 355 millions de FCFA.

Tableau 29 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)

Principaux produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Marché intérieur	38 443	43 896	14,2
Gaz butane	421	256	-39,2
Super carburant	10 570	12 143	14,9
Kérosène	5 035	4 094	-18,7
Gasoil	22 031	27 272	23,8
Fuel V180	386	131	-66,0
A l'exportation	33 137	44 355	33,9
Fuel V 380	31 049	44 355	42,9
White spirite	849	0	-100,0
Essence légère	1 239	0	-100,0
Ensemble	71 579	88 120	23,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.11 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité

Au deuxième trimestre 2024, l'analyse en glissement annuel de la production et distribution d'eau potable et d'énergie électrique présente des évolutions contrastées.

La production d'eau potable a baissé de 4,9 %, passant de 27300 milliers de m³ au deuxième trimestre 2023, à 25970 milliers de m³ au même trimestre une année après. Cette décrue de la production est imputable aux arrêts occasionnés par diverses opérations de maintenance d'ouvrages, à la persistance des cou-

pures et des fluctuations électriques, ainsi qu'au non-respect des délais de livraison des intrants par les fournisseurs. Toutefois, rapportée au trimestre précédent, un regain de production d'eau potable est observé au deuxième trimestre 2024 (2,4 %).

La production de l'énergie électrique a connu, globalement, une hausse de 7,5 % en glissement annuel, s'affichant à 879 GWH au deuxième trimestre 2024. Cette progression d'ensemble est portée par l'énergie à gaz (14,2 %), ce nonobstant le recul de la production hydroélectrique (-8,7 %)

Les quantités vendues sont en recul de 4,9 % pour l'eau potable, s'établissant à 17 611 milliers de m³ au deuxième trimestre 2024 contre 18 515 milliers de m³ au deuxième trimestre 2023. Par contre, pour l'énergie électrique, les ventes ont augmenté de 5,4 % en glissement annuel, à 510 GWH au deuxième trimestre 2024. Concernant le transport et la distribution d'électricité, les pertes techniques ont re-

présenté 58,1 % de la production totale au deuxième trimestre 2024 contre 40,8 % au même trimestre de l'année précédente.

Le nombre d'abonnés s'est conforté au 30 juin 2024, comparé à la même date en 2023, tant pour les sociétés de production d'énergie électrique, que pour la société LCDE.

En effet, les sociétés de production d'énergie électrique affichent une progression du nombre d'abonnés de 7,4 % en glissement annuel, à 480,0 milliers au 30 juin 2024. De même, pour la société LCDE, le nombre d'abonnés a cru de 4,5 %, à 232,0 milliers à la même date en 2024.

Le chiffre d'affaires global est en progression de 8,6 % au deuxième trimestre 2024, comparé à la même période de l'année précédente. Cette hausse d'ensemble est portée par l'énergie électrique (9,7 %), ce malgré la quasi-stagnation du chiffre d'affaires de l'eau potable (-0,9 %).

Tableau 30 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique

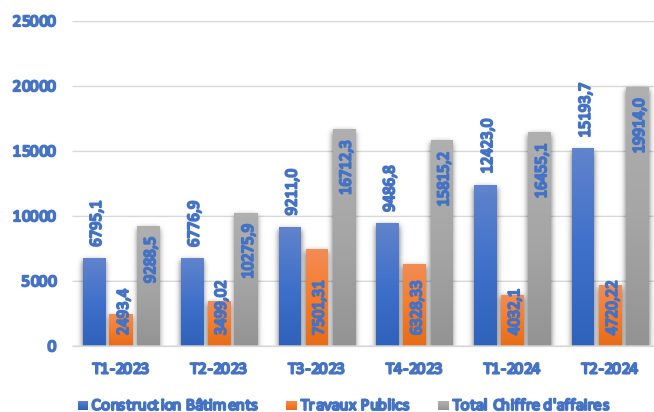
	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
I-Production effective par produit					
- Energie électrique (GWH)	818	882	879	-0,5	7,5
Energie hydroélectrique (GWH)	329	318	300	-5,6	-8,7
Energie à gaz (GWH)	506	564	578	2,5	14,2
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	27300	25369	25970	2,4	-4,9
II- Quantité vendue par produit					
- Energie électrique (GWH)	484	501	510	1,8	5,4
Pertes d'énergie électrique	40,8	56,8	58,1	2,3	42,4
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	18515	12414	17611	-21,4	-4,9
III- Abonnement					
- Nombre d'abonnés E2C et CEC (en milliers)	446,8	470,6	480,0	2,0	7,4
- Nombre d'abonnés LCDE (en milliers)	229,5	234,9	237,3	1,0	3,4
IV- Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
- Energie électrique	22 719	36 626	37 643	2,8	9,7
Energie hydroélectrique	21 405	22 297	22 955	3,0	7,2
Energie à gaz	12 920	14 329	14 688	2,5	13,7
- Eau potable	3 784	2 443	3 749	53,5	-0,9
Total chiffre d'affaires	38 108	39 069	41 392	5,9	8,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.2.12 Bâtiments et travaux publics

Hausse du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires des entreprises de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » a enregistré une hausse de 93,8 % en glissement annuel et de 21,0 % en variation trimestrielle. Cette augmentation est en lien avec l'acquisition des nouveaux marchés et la bonne tenue des activités de construction des bâtiments.

Graphique 6 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3 Secteur tertiaire

Au deuxième trimestre 2024, l'évolution de la conjoncture dans le secteur tertiaire a été globalement favorable, en lien avec le regain d'activité dans

les sous-branches restaurants et hôtellerie, télécommunications, transports, banques, microfinances, assurances, parapétroliers et affranchissement courrier, malgré la mauvaise orientation des activités de la sous-branche commerce.

II.1.3.1 Commerce

Baisse du chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce » ... Le chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce » a régressé de 4,8 %, passant de 255 196,0 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 243 044,0 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024, sur fond des contre-performances du commerce des produits alimentaires (-26,4 %), du commerce des produits pétroliers (-5,7 %) et du commerce des produits pharmaceutiques (-11,6 %).

En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires de cette sous-branche a reculé de 1,6 %, en lien avec les évolutions des commerces des produits précités.

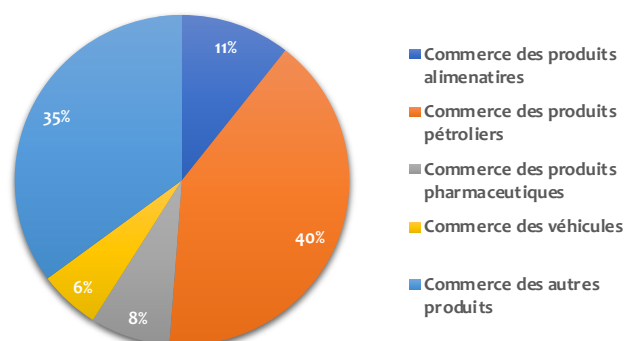
Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce » (en millions de FCFA)

Libellés	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Commerce des produits alimentaires	35 049	26 960	25 793	-4,3	-26,4
Commerce des produits pétroliers	104 619	104 399	98 656	-5,5	-5,7
Commerce des produits pharmaceutiques	21 274	19 788	18 798	-5,0	-11,6
Commerce des véhicules	14 386	14 340	14 394	0,4	0,1
Commerce des autres produits	79 867	81 426	85 403	4,9	6,9
Ensemble	255 196	246 913	243 044	-1,6	-4,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

Le graphique ci-dessous montre qu'au deuxième trimestre 2024, les activités de la sous-branche « Commerce » restent une fois de plus, dominées par le commerce des produits pétroliers (40,6 %), suivi par le commerce des autres produits (35,1 %), le commerce des produits alimentaires (10,6 %), le commerce des produits pharmaceutiques (7,7 %) et le commerce des véhicules (5,9 %).

Graphique 7 : Répartition du chiffre d'affaires de la sous-branche « Commerce »



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

1. Commerce des produits alimentaires

Le chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires a régressé... Le chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires s'est contracté de 26,4 % au deuxième trimestre 2024 pour s'établir à 25 792,7 millions de FCFA, après avoir été de 35 048,5 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023. Cette contre-performance s'explique par la baisse concomitante des ventes de poissons (-24,6 %) et de viandes (-26,8 %), en rapport avec les difficultés récurrentes dans la logistique, les tracasseries administratives et la concurrence avec disparité des prix selon chaque commerçant.

Graphique 8 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers

Le chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers a régressé... Dans le sillage des ventes en volume, le chiffre d'affaires global des entreprises de distribution des produits pétroliers raffinés a reculé de 5,7 %, passant de 104 619 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 98 656 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024, en rapport avec la baisse de la demande des clients du secteur forestier, du fait de la crise immobilière en Chine et des quantités insuffisantes de gaz reçus en approvisionnement par les sociétés de distribution de gaz.

En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires s'est contracté de 5,5 %, revenant de 104 399 millions de FCFA au premier trimestre 2024 à 98 656 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024.

Tableau 32 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA)

Produits	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Super carburant	46 399	41 781	43 536	4,2	-6,2
Gasoil	51 878	54 105	48 341	-10,7	-6,8
Pétrole lampant	12	76	16	-79,0	32,3
Kérosène	3 867	6 311	4 813	-23,7	24,5
Gaz butane	1 905	1 902	1 806	-5,0	-5,2
Fuel oil 1500	558	224	144	-35,7	-74,2
Total	104 619	104 399	98 656	-5,5	-5,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Commerce des véhicules

Hausse du chiffre d'affaires du commerce des véhicules... Après avoir été de 14 386 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023, le chiffre d'affaires du

commerce des véhicules a connu un frémissement de croissance (+0,1 %) pour se fixer à 14 394 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. En variation trimestrielle, il s'est accru de 0,4 %, en lien avec l'augmentation de la demande des clients.

Tableau 33 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)

Produits	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Véhicules utilitaires	6 585	5 893	6 043	2,6	-8,2
Véhicules industriels	4 854	5 420	5 261	-2,9	8,4
Pièces détachées	1 764	1 667	1 963	17,7	11,3
Entretien et services après-vente	924	1 045	1 072	2,6	16,1
Autres	259	315	54	-82,8	-79,1
Total	14 386	14 340	14 394	0,4	0,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

4. Commerce des produits pharmaceutiques

Baisse du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques a baissé de 11,6 % en glissement annuel et

de 5,0 % en variation trimestrielle pour s'établir à 18 498,5 millions de FCFA. Cette contre-performance est due à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, à la concurrence vis-à-vis de la vente illicite des médicaments et à l'augmentation du prix du carburant agissant sur les prix de plusieurs consommables.

Tableau 34 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T1-24	T2-24	Variations (en %)	
				T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Médicaments de spécialité	18 112,5	17 882,3	16 714,2	-6,5	-7,7
Médicaments génériques	729,0	655,5	623,4	-4,9	-14,5
Intrants d'analyses médicales	5,7	5,7	5,9	4,6	3,4
Autres produits	2 427,1	1 244,4	1 455,0	16,9	-40,1
Total	21 274,4	19 787,9	18 798,5	-5,0	-11,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

5. Commerce des autres produits

Progression du chiffre d'affaires du commerce des autres produits... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires du commerce des autres produits

s'est accru de 6,9 % en glissement annuel et de 4,9 % en variation trimestrielle pour se hisser à 85 403 millions de FCFA. Cette hausse résulte de plusieurs facteurs, notamment l'augmentation de la demande.

Tableau 35 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce général (en millions de FCFA)

Produits	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Produits alimentaires	36 602	32 918	36 393	10,6	-0,6
Textiles	357	298	295	-1,1	-17,4
Meubles et articles d'ameublement	899	1868	1862	-0,3	107,2
Matériaux de construction	3 338	4 803	5 455	13,6	63,4
Fournitures de bureau	237	510	453	-11,2	91,1
Matériel et accessoires informatiques	3 236	5 551	5 559	0,1	71,8
Électroménager	370	312	400	28,0	8,0
Autres	34 829	35 166	34 987	-0,5	0,5
Total	79 867	81 426	85 403	4,9	6,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3.2 Hôtels et restaurants

Accroissement du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants...

Les indicateurs des activités hôtelières ont enregistré une évolution mitigée au deuxième trimestre 2024 par rapport au deuxième trimestre 2023, avec d'une part, l'augmentation du nombre de nuitées (8,9 %) et du taux d'occupation (11,2 %) et d'autre part, la baisse de la capacité hôtelière (-2,0 %).

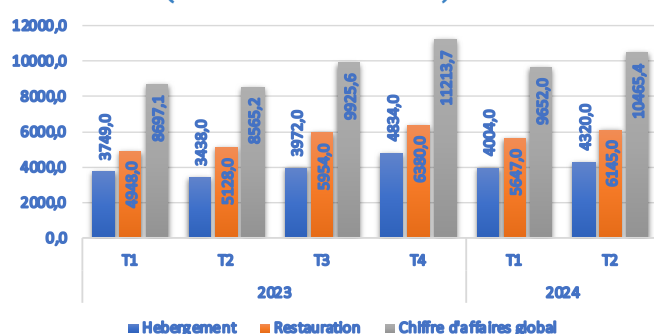
Tableau 36 : Indicateurs des activités des hôtels

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Capacité hôtelière (nombre de chambres)	2 248	2 096	2 202	5,1	-2,0
Nombre de nuitées	52 740	48 898	57 438	17,5	8,9
Taux d'occupation des chambres	26,1	25,9	29	11,8	11,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

En ce qui concerne le chiffre d'affaires, la sous-branche « hôtels et restaurants » a enregistré un accroissement de 22,2 % en glissement annuel pour s'établir à 10 465,4 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024, porté à la fois par les performances des services d'hébergement (25,7 %) et de restauration (19,8 %).

Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des hôtelleries (en millions de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports

1. Transport aérien

Bonne tenue du transport aérien... Au deuxième trimestre 2024, en glissement annuel, l'activité aéroportuaire est restée globalement bien orientée,

malgré le repli du fret de marchandises au regard de l'évolution des mouvements d'avions et du nombre de passagers. L'augmentation des fréquences de vols de quelques compagnies et la consolidation des activités aéroportuaires sont à l'origine de cette évolution favorable.

Globalement, au deuxième trimestre 2024 les mouvements d'avions sont en progression de 15,7 % en glissement annuel, sous l'effet conjugué des hausses des trafics commerciaux international (6,8 %), régional (27 %) et national (19,7 %).

Le nombre de passagers a augmenté de 3,9 %, passant à 280,4 milliers de personnes au deuxième trimestre 2024, porté à la fois par le trafic de passagers sur les vols internationaux (4,8 %), régionaux (23,3 %) et nationaux (2,7 %).

Le fret de marchandises s'est contracté de 5,7 %, s'établissant à 3 216 tonnes au deuxième trimestre 2024, contre 3 411 tonnes au même trimestre de l'année précédente. Cette tendance globale à la baisse recouvre, cependant, des évolutions contrastées au niveau des différents frets : baisse du fret à l'international (-13,1 %) et hausse sur les trafics régional (51,1 %) et national (9,2 %).

Tableau 37 : Évolution du trafic commercial aérien

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Trafic commercial global					
Mouvements d'avions (en nombre)	4 170	5 299	4 824	-9,0	15,7
Passagers (en milliers de personnes)	270,0	278,4	280,4	0,7	3,9
Fret (en tonnes)	3 411,0	3 458,4	3 216,4	-7,0	-5,7
Trafic commercial international					
Mouvements d'avions (en nombre)	1 537	1 727	1 641	-5,0	6,8
Passagers (en milliers de personnes)	85,0	86,7	89,1	2,8	4,8
Fret (en tonnes)	2 969,0	2 991,2	2 581	-13,7	-13,1
Trafic commercial régional					
Mouvements d'avions (en nombre)	433	500	550	10,0	27,0
Passagers (en milliers de personnes)	6,0	6,6	7,4	12,1	23,3
Fret (en tonnes)	364,0	377,3	550,0	45,8	51,1
Trafic commercial national					
Mouvements d'avions (en nombre)	2 200	3 072	2 633	-14,3	19,7
Passagers (en milliers de personnes)	179,0	185,1	183,9	-0,6	2,7
Fret (en tonnes)	78,0	89,9	85,2	-5,2	9,2

Source : ANAC/DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Transport ferroviaire

a. Volume d'activité

Évolution mitigée des activités du transport ferroviaire... L'analyse des indicateurs du volume d'activités du transport ferroviaire au deuxième trimestre de l'année 2024, a révélé des évolutions contrastées. Ainsi, le nombre de voyageurs transportés est en hausse de 844,7 %, passant de 3 441 personnes au deu-

xième trimestre 2023 à 32 508 personnes à la même période en 2024, du fait de la mise en exploitation de quatre nouvelles locomotives BB1400. Cependant, le volume de marchandises transportées s'est affiché à 102 814 tonnes au deuxième trimestre 2024, contre 138 418 tonnes au deuxième trimestre 2023, soit un recul de 25,7 %. Cette baisse s'explique par l'accentuation des offres du transport routier.

Tableau 38: Indicateurs d'activités du transport ferroviaire

Indicateurs	2023	2024		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Voyageurs transportés	3 441	21 439	32 508	51,6	844,7
Marchandises transportées	138 418	103 444	102 814	-0,6	-25,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

b. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires du transport ferroviaire... Le chiffre d'affaires du transport ferroviaire, a enregistré au deuxième trimestre 2024 un accrois-

sement de 5,3 % en glissement annuel. Cette hausse s'explique, entre autres, par la reprise du trafic voyageur sur la ligne ex-Comilog.

Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire

Indicateurs	2023	2024		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Voyageurs transportés	22,3	63,1	90,7	43,8	306,9
Marchandises transportées	2 072,5	1 734,9	1 629,9	-6,0	-21,4
Autres services	110,2	562,3	601,4	6,9	445,7
Ensemble	2 205	2 360	2 322	-1,6	5,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Transport maritime

a. Volume d'activité

Régression des activités du transport maritime... Au deuxième trimestre de l'année 2024, l'activité du transport maritime a affiché une baisse. En effet, le volume des débarquements a affiché un recul de 31,0 %, passant de 1 783 382 tonnes au deuxième trimestre 2023 à 1 230 645 tonnes au deuxième trimestre 2024. Les embarquements se sont établis 4 275 511 millions de tonnes au deuxième trimestre 2024 contre 4 638 636 millions de tonnes au deuxième trimestre 2023, soit un repli de 7,8 %.

b. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires du transport maritime... Le chiffre d'affaires du transport maritime est en hausse de 15,7 %, passant de 12 932 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 14 958 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette augmentation est portée par la redevance navire qui représente une grande part du revenu du PAPN, dans un contexte caractérisé par l'agrandissement de cette structure de l'État et des investissements colossaux pour la réception de navires de grand tonnage.

Tableau 40: Indicateurs du transport maritime

Indicateurs	2023	2024		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/ T2-23
Volume d'activité					
Embarquements (en tonnes)	4 638 636	3 921 176	4 275 511	9,0	-7,8
Débarquements (en tonnes)	1 783 382	1 484 709	1 230 645	-17,1	-31,0
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
Embarquements	10 494	13 334	12 378	-7,2	18,0
Débarquements	2 438	2 607	2 580	-1,0	5,8
Total	12 932	15 941	14 958	-6,2	15,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

4. Transport fluvial

a. Volume d'activité

Augmentation des activités du transport fluvial... Au deuxième trimestre 2024, le nombre de passagers s'est accru de 27,7 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Cette hausse est tirée

par le trafic de passagers à l'arrivée, qui a augmenté de 114,2 %, en dépit de la baisse de 15,3 % des passagers au départ. Toutefois, le volume du fret a affiché une progression de 6,7 %, passant de 51 784 tonnes au deuxième trimestre 2023 à 55 239 tonnes au deuxième trimestre 2024, en lien avec la hausse du fret à l'arrivée de 13,0 %.

Tableau 41 : Indicateurs du transport fluvial

Volume d'activité	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Passagers (en nombre)					
à l'arrivée	9 244	18 357	19 800	62,3	114,2
au départ	18 589	14 634	15 750	15,8	-15,3
Total passagers	27 833	32 991	35 550	37,8	27,7
Fret (en tonnes)					
à l'arrivée	31 159	20 664	35 206	-25,2	13,0
au départ	20 625	16 685	20 033	-11,4	-2,9
Total fret	51 784	37 349	55 239	-20,7	6,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

b. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transport fluvial... Le chiffre d'affaires du transport fluvial s'est établi à 151,5 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024, contre

158,4 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023, soit une baisse de 4,4 %. Cette régression du chiffre d'affaires s'explique, entre autres, par la présence de l'étiage sur le long du fleuve Congo.

Tableau 42 : Évolution du chiffre d'affaires du transport fluvial (en millions de FCFA)

Volume d'activité	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Passagers	9	5,69	10	-8,3	15,1
Fret	150	139,96	141	-7,9	-5,5
Total	158,4	145,65	151,5	-7,9	-4,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

5. Transport terrestre

a. Volume d'activité

Accroissement du volume d'activités du transport terrestre... Au deuxième trimestre 2024, le volume d'activités du transport terrestre a enregistré une tendance haussière. En effet, le nombre de passagers a progressé de 2,2 % en glissement annuel et de 1,3 %

en variation trimestrielle pour s'établir à 1 860 817 personnes au deuxième trimestre 2024. Les flux des marchandises transportées ont augmenté de 16,6 % en glissement annuel et de 5,9 % en variation trimestrielle pour s'élever à 836 226 tonnes au deuxième trimestre 2024. Cette hausse est en lien avec la promotion des prix des billets et les stratégies commerciales de fidélisation de nouveaux clients.

Tableau 43 : Indicateurs d'activités du transport terrestre

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Personnes transportées	1 821 564	1 836 561	1 860 817	1,3	2,2
Marchandises transportées	717 314	789 544	836 226	5,9	16,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

b. Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transport terrestre... Au deuxième trimestre 2024, le chiffre d'affaires des activités du transport terrestre s'est contracté de 1,0 % en glissement annuel et de 4,3 % en variation trimestrielle pour s'établir à 17 038 millions de FCFA. Cette

baisse est imputable notamment à la concurrence accrue dans le secteur, à la hausse du prix du carburant et aux coûts de contrôle trop élevés sur la RN1 ainsi que l'application des prix promotionnels sur les transports des voyageurs.

Tableau 44 : Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Personnes transportées	659	411	333	-19,0	-49,5
Marchandises transportées	7 740	7 903	7 270	-8,0	-6,1
Location de véhicules	110	231	157	-32,2	42,5
Facturation péage	8 696	9 262	9 279	0,2	6,7
Total	17 204	17 806	17 038	-4,3	-1,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

c. Transit

a) Volume d'activité

Baisse des activités de transit... Au deuxième trimestre 2024, le volume d'activités de transit a affiché une régression par rapport au deuxième trimestre de l'année 2023, en lien avec les baisses consécutives des produits à l'importation (-26,3 %) et des produits à l'exportation (-5,1 %).

b) Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires de transit... L'analyse du chiffre d'affaires des activités de transit au deuxième trimestre 2024 a révélé une régression de 5,6 % en glissement annuel. Cette baisse s'explique, entre autres, par le recul de 65,7 % du chiffre d'affaires à l'exportation, malgré la hausse de 13,3 % du chiffre d'affaires à l'importation.

Tableau 45 : Évolution du chiffre d'affaires des activités de transit

Indicateurs	2023	2024		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Volume d'activité					
Produits à l'exportation	324 120	344 418	307 519	-10,7	-5,1
Produits à l'importation	486 170	365 184	358 266	-1,9	-26,3
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
Chiffre d'affaires à l'exportation	9 492	3 232	3 257	0,8	-65,7
Chiffre d'affaires à l'importation	30 163	35 658	34 168	-4,2	13,3
Global	39 655	38 890	37 425	-3,8	-5,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3.4 Télécommunications

1. Trafic des télécommunications

Hausse du trafic des télécommunications... L'analyse en glissement annuel des indicateurs des télécommunications révèle une augmentation globale de 22,0 % du trafic au deuxième trimestre 2024, couvrant toutes les catégories de services. Cette dynamique est principalement portée par l'augmentation du trafic internet, qui a bondi de 49,4 %, ainsi que par la progression du trafic de téléphonie mobile, qui a enregistré une hausse de 4,5 % par rapport au deuxième trimestre 2023.

Toutefois, la progression du trafic au niveau de la téléphonie mobile est tempérée par une chute de 21,3 % du trafic SMS en glissement annuel. Ce recul est attribuable à l'évolution des habitudes des consommateurs, qui se tournent de plus en plus vers les applications de messagerie instantanée et l'utilisation accrue des données mobiles.

Tableau 46: Évolution du trafic des télécommunications

Produits	2023-T2	2024-T2	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			4,5
Trafic voix (10 ⁶ mn)	1592,7	1697,6	6,6
Trafic SMS (10 ⁶ unités)	1516,3	1194	-21,3
Trafic internet (10³ Go)	19762	29532,7	49,4
Ensemble			22,0

Source : ARPCE/DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires des télécommunications... Le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunication a augmenté de 4,4 % entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024,

soutenu par la hausse des revenus liés au trafic internet, qui ont progressé de 13,3 %. En revanche, le chiffre d'affaires de la téléphonie mobile a enregistré un léger recul de 1,3 % en glissement annuel, principalement dû à la baisse de 1,7 % des revenus du trafic voix, bien que les revenus du trafic SMS aient affiché une légère hausse de 2,8 % au cours de la période sous revue.

Tableau 47 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile	26788	26427	-1,3
Trafic voix	24810	24393	-1,7
Trafic SMS	1978	2034	2,8
Trafic internet	17062	19331	13,3
Ensemble	43850	45758	4,4

Source : ARPCE et DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Tarifs par minute, sms et octet

Évolution mitigée des tarifs de télécommunications...

Entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024, les tarifs des services de télécommunications ont connu des variations importantes. Les tarifs du trafic internet ont chuté de 24,2 %, tandis que les tarifs de la téléphonie mobile ont affiché des évolutions contrastées, avec une baisse de 7,8 % pour le trafic voix et une hausse marquée de 30,6 % pour le trafic SMS.

Tableau 48 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			
Trafic voix	15,58	14,37	-7,8
Trafic SMS	1,30	1,70	30,6
Trafic internet	0,86	0,65	-24,2

Source : ARPCE/DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances

1. Activités bancaires

Bonne performance des activités du secteur bancaire... Comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente, les activités du secteur bancaire ont affiché une hausse au deuxième trimestre 2024, à travers ses indicateurs prédominants.

En effet, les produits bancaires ont affiché une hausse de 18,5 % en glissement annuel. Dans cette même dynamique, la marge d'activités bancaires et le résultat brut d'exploitation ont connu une augmentation respectivement de 7,9 % et de 25,0 % en glissement annuel. Ces augmentations s'expliquent notamment, par l'amélioration de la trésorerie des banques et de la rentabilité des placements sur le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC, la baisse des frais généraux et celle du coût de risque.

Tableau 49 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)

Indicateurs	2023	2024		Variations (en%)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Produits bancaires	152 182	99 759	180 277	80,7	18,5
Charges bancaires	83 654	50 075	106 337	112,4	27,1
Marge d'activité bancaire	68 528	49 684	73 940	48,8	7,9
Résultat brut d'exploitation	37 842	28 464	47 286	66,1	25,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

2. Activités des microfinances

Hausse des activités des microfinances... Au deuxième trimestre 2024, le produit net financier et le produit d'exploitation global ont augmenté respectivement de 29,3 % et 28,2 % en glissement annuel, en lien avec la bonne tenue des activités économiques.

Les produits d'exploitation ont accru de 26,4 % en glissement annuel et de 40,8 % en variation trimestrielle. Cette tendance haussière s'explique, entre autres, par l'opérationnalisation de la démonétisation, l'augmentation du volume de crédits octroyés et l'accroissement de la production.

Tableau 50 : Évolution des indicateurs de l'activité de microfinances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Produits d'exploitation	11 730	10 532	14 829	40,8	26,4
Charges d'exploitation	2 747	2 496	3 212	28,7	17,0
Produit net financier	8 984	8 036	11 616	44,6	29,3
Produit d'exploitation global	9 153	8 139	11 738	42,2	28,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

3. Activités d'assurances

Évolution mitigée des indicateurs des établissements d'assurances... Les activités des établissements d'assurances ont affiché une évolution contrastée au cours du deuxième trimestre 2024. Les primes acquises, les commissions versées et les frais généraux ont enregistré des hausses respectives de 18,5 %, 53,1 % et 36,7 % en glissement annuel. Ces augmen-

tations sont en lien avec des hausses d'activités des primes encaissées dans les branches vie et non vie et des commissions versées dans les branches vie et non vie.

Par ailleurs, les sinistres à payer ont enregistré une baisse de 11,6 %, en lien avec la diminution des sinistres à payer de la branche non vie.

Tableau 51 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA)

	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Primes acquises (opérations brutes)	19 668	32 069	23 298	-27,4	18,5
Primes encaissées branche vie	4 693	3 749	5 210	39,0	11,0
Primes encaissées branche non vie	14 975	28 320	18 087	-36,1	20,8
Sinistres à payer (opérations brutes)	7 232	4 251	6 393	50,4	-11,6
Sinistres à payer branche vie	546	857	789	-7,9	44,5
Sinistres à payer branche non vie	6 686	3 394	5 604	65,1	-16,2
Commissions versées	1 412	1 931	2 162	12,0	53,1
Commissions payées branche vie	203	258	346	34,1	70,4
Commissions payées branche non vie	1 209	1 673	1 816	8,5	50,1
Frais généraux	2 275	2 259	3 111	37,7	36,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.1.3.6 Autres services

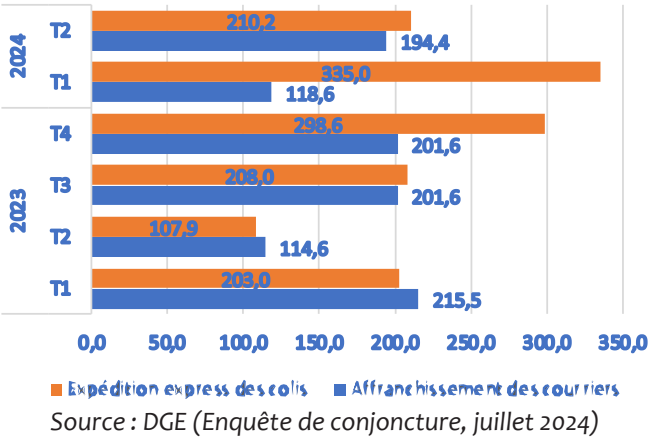
1. Affranchissements courriers

Hausse du chiffre d'affaires des affranchissements courriers... Au deuxième trimestre 2024, la sous branche affranchissement courrier et expéditions de colis et autres ont enregistré une hausse du chiffre d'affaires de 81,8 % pour s'établir à 304,6 millions de FCFA contre 222,5 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023, en lien avec l'augmentation des affran-

chissements des courriers (+69,6 %) et des expéditions express des colis (94,8 %).

Cette bonne performance s'explique entre autres, par l'augmentation de la clientèle, du commerce électronique et l'adoption de la livraison express de colis.

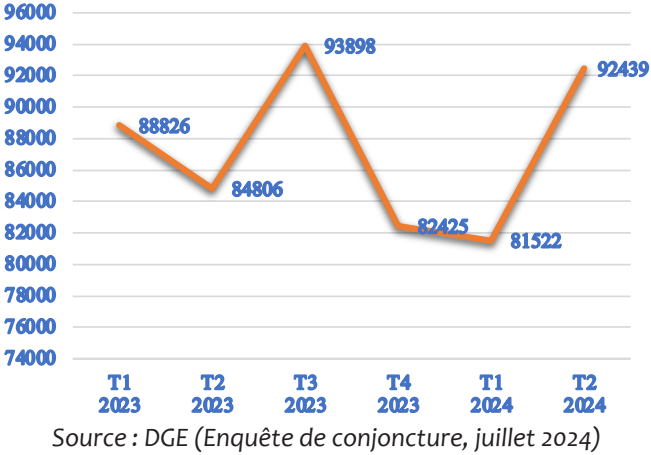
Graphique 10 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers



II.1.3.7 Activités parapétrolières

Bonne tenue des activités parapétrolières... Le chiffre d'affaires des sociétés parapétrolières a augmenté de 9,0 % en glissement annuel, passant de 84 808 millions de FCFA au deuxième trimestre 2023 à 92 439,0 millions de FCFA au deuxième trimestre 2024. Cette progression résulte de la reprise de certains forages pétroliers et à l'obtention de nouveaux marchés ainsi qu'à la hausse du prix de baril du pétrole sur le marché mondial.

Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)



II.2 Effectifs employés et masse salariale

II.2.1 Emplois

Baisse des emplois sur l'ensemble des entreprises enquêtées... Au deuxième trimestre 2024, le nombre d'employés (temporaires et permanents) dans l'ensemble des entreprises enquêtées a baissé de 2,4 % en glissement annuel et de 2,8 % en variation trimestrielle.

Ces résultats sont imputables à la contraction du nombre d'employés dans le secteur secondaire (-3,2 %) et tertiaire (-3,4 %), en raison de la diminution des effectifs des travailleurs dans les branches d'activités « Autres industries manufacturières » (-12,4 %), « Électricité et eau » (-1,8 %), « Commerce » (-6,1 %), Transports (-8,2 %) et Autres services (-4,6 %).

Tableau 52 : Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre)

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	Fin juin.	Fin mars.	Fin juin.	juin -24 mars-24	juin -24 juin -23
Secteur primaire	6571,0	6909,0	6834,0	-1,1	4,0
Pêche	252,0	228,0	223,0	-2,2	-11,5
- Effectifs permanents	218,0	194,0	201,0	3,6	-7,8
- Effectifs temporaires	34,0	34,0	22,0	-35,3	-35,3
Exploitation forestière	6319,0	6681,0	6611,0	-1,0	4,6
- Effectifs permanents	5431,0	6410,0	6359,0	-0,8	17,1
- Effectifs temporaires	888,0	271,0	252,0	-7,0	-71,6
Secteur secondaire	16413,7	16607,1	15894,6	-4,3	-3,2
Extraction des hydrocarbures	3173,0	3132,0	3396,0	8,4	7,0
- Effectifs permanents	2403,0	2304,0	2340,0	1,6	-2,6
- Effectifs temporaires	770,0	828,0	1056,0	27,5	37,1
Autres industries manufacturières	9462,0	9416,1	8287,6	-12,0	-12,4
- Effectifs permanents	5355,0	4598,0	4665,6	1,5	-12,9
- Effectifs temporaires	4107,0	4818,2	3622,1	-24,8	-11,8
Électricité et eau	2348,0	2311,0	2306,0	-0,2	-1,8
- Effectifs permanents	2338,0	2301,0	2296,0	-0,2	-1,8

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	Fin juin.	Fin mars.	Fin juin.	juin -24 mars-24	juin -24 juin -23
- Effectifs temporaires	10,0	10,0	10,0	0,0	0,0
Bâtiments et travaux publics	1430,7	1748,0	1905,0	9,0	33,1
- Effectifs permanents	846,6	1147,0	1250,0	9,0	47,7
- Effectifs temporaires	584,2	601,0	655,0	9,0	12,1
Secteur tertiaire	27513,0	27225,0	26567,0	-2,4	-3,4
Commerce	5535,0	5164,0	5200,0	0,7	-6,1
- Effectifs permanents	4014,0	4002,0	4031,0	0,7	0,4
- Effectifs temporaires	1521,0	1162,0	1169,0	0,6	-23,1
Hôtellerie et restaurant	1987,0	1893,0	2000,0	5,7	0,7
- Effectifs permanents	1345,0	1350,0	1420,0	5,2	5,6
- Effectifs temporaires	642,0	543,0	580,0	6,8	-9,7
Transports	9143,0	9109,0	8396,0	-7,8	-8,2
- Effectifs permanents	7386,0	7385,0	6653,0	-9,9	-9,9
- Effectifs temporaires	1757,0	1724,0	1743,0	1,1	-0,8
Télécommunications	1948,0	2476,0	2483,0	0,3	27,5
- Effectifs permanents	1066,0	1102,0	1085,0	-1,5	1,8
- Effectifs temporaires	882,0	1374,0	1398,0	1,7	58,5
Autres services	8900,0	8583,0	8488,0	-1,1	-4,6
- Effectifs permanents	6708,0	6185,0	6051,0	-2,2	-9,8
- Effectifs temporaires	2192,0	2398,0	2437,0	1,6	11,2
Total	50497,7	50741,1	49295,6	-2,8	-2,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.2.2. Salaires

Contraction de la masse salariale des entreprises enquêtées... Globalement, au deuxième trimestre 2024, la masse salariale des entreprises enquêtées s'est contractée de 7,3 % en glissement annuel. Cette ré-

gression résulte de la diminution de la masse salariale des entreprises du secteur secondaire (-10,1 %) et tertiaire (-5,6 %), notamment dans les branches d'activités « Extraction des hydrocarbures » (-11,2 %), « Autres industries manufacturières » (-10,1 %), « Transports » (-25,0 %) et « Télécommunications » (-2,0 %).

Tableau 53 : Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24 T1-24	T2-24 T2-23
Secteur primaire	3981,2	4284,7	4518,9	5,5	13,5
Pêche	58,3	85,2	141,2	65,7	142,2
- Effectifs permanents	57,1	84,2	140	66,3	145,2
- Effectifs temporaires	1,2	1	1,2	20,0	0,0
Exploitation forestière	3922,9	4199,5	4377,7	4,2	11,6
- Effectifs permanents	3733,3	4089,0	4262,7	4,2	14,2
- Effectifs temporaires	189,6	110,5	115,0	4,1	-39,3
Secteur secondaire	66909,0	58044,3	60184,5	3,7	-10,1
Extraction des hydrocarbures	43950,1	36394,8	39047,9	7,3	-11,2
- Effectifs permanents	37830,7	29742,0	30774,0	3,5	-18,7
- Effectifs temporaires	6119,4	6652,8	8273,9	24,4	35,2
Autres industries manufacturières	14185,8	13361,5	12759,0	-4,5	-10,1
- Effectifs permanents	10255,6	9699,1	9304,7	-4,1	-9,3
- Effectifs temporaires	3930,2	3662,4	3454,3	-5,7	-12,1
Électricité et eau	7199,5	6696,3	6719,3	0,3	-6,7
- Effectifs permanents	7187,5	6685,3	6707,3	0,3	-6,7

Indicateurs	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24 T1-24	T2-24 T2-23
- Effectifs temporaires	12,0	11,0	12,0	9,1	0,0
Bâtiments et travaux publics	1573,6	1591,7	1658,3	4,2	5,4
- Effectifs permanents	1081,9	1190,7	1259,9	5,8	16,5
- Effectifs temporaires	491,8	401,0	398,4	-0,7	-19,0
Secteur tertiaire	58073,4	56512,5	54825,5	-3,0	-5,6
Commerce	6029,3	6659,5	6628,5	-0,5	9,9
- Effectifs permanents	5390,0	5979,4	5976,4	-0,1	10,9
- Effectifs temporaires	639,3	680,1	652,1	-4,1	2,0
Hôtellerie et restaurant	1743,2	1782,3	1784,5	0,1	2,4
- Effectifs permanents	1395,3	1403,3	1402,5	-0,1	0,5
- Effectifs temporaires	348,0	379,0	382,0	0,8	9,8
Transports	16272,7	15987,4	12207,8	-23,6	-25,0
- Effectifs permanents	14011,7	13785,0	10865,7	-21,2	-22,5
- Effectifs temporaires	2261,1	2202,3	1342,0	-39,1	-40,6
Télécommunications	8159,3	7590,9	7993,5	5,3	-2,0
- Effectifs permanents	7099,1	6425,9	6876,0	7,0	-3,1
- Effectifs temporaires	1060,2	1165,0	1117,5	-4,1	5,4
Autres services	25868,8	24492,5	26211,3	7,0	1,3
- Effectifs permanents	19964,5	19431,6	21146,7	8,8	5,9
- Effectifs temporaires	5904,3	5060,9	5064,6	0,1	-14,2
Total	128963,6	118841,6	119528,9	0,6	-7,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.3 Dynamique entrepreneuriale

La dynamique entrepreneuriale est l'ensemble du processus qui tend à favoriser la création et le développement des entreprises. Au Congo, elle peut s'observer au niveau de l'Agence congolaise pour la Création d'Entreprises (ACPCE), institution de l'État habilitée à accueillir, informer et orienter toute personne physique et morale sur les formalités administratives relatives à la création d'entreprises.

II.3.1 Enregistrement des entreprises à l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE)

Le nombre d'entreprises enregistrées a augmenté...

Au deuxième trimestre 2024, le nombre d'entreprises enregistrées à l'ACPCE a augmenté de 24,7 %, comparé à celui du deuxième trimestre 2023. Ces entreprises enregistrées sur l'ensemble du territoire national se répartissent comme suit :

- **Au niveau du secteur primaire** : 22 entreprises, dont 17 entreprises dans l'activité agricole et 05 entreprises dans l'exploitation forestière ;
- **Au niveau du secteur secondaire** : 122 entreprises, dont 43 dans les bâtiments et travaux publics, 33 dans les industries extractives, 29 dans les industries manufacturières, 14 dans l'industrie alimentaire et 03 dans la production et distribution d'électricité et de gaz ;
- **Au niveau du secteur tertiaire** : 1128 entreprises, dont 735 dans le commerce, restaurant et hôtels, 326 dans les services et 67 dans le transport et les télécommunications.

Tableau 54 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par branches et secteurs d'activités

Secteur d'activités	2023	2024		Variations (en %)	
	T2	T1	T2	T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
Primaire	24	23	22	-4,3	-8,3
Agriculture, Elevage et Pêche	21	17	17	0,0	-19,0
Sylviculture et Exploitation forestière	3	6	5	-16,7	66,7
Secondaire	137	158	122	-22,8	-10,9
Activités extractives	13	17	33	94,1	153,8
Autres industries manufacturières	44	35	29	-17,1	-34,1
Industrie alimentaire	22	17	14	-17,6	-36,4
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	3	2	3	50,0	0,0
Bâtiments et travaux publics	55	87	43	-50,6	-21,8
Tertiaire	859	1169	1128	-3,5	31,3
Commerce, restaurant et hôtels	581	821	735	-10,5	26,5
Transport et télécommunications	51	62	67	8,1	31,4
Services	227	286	326	14,0	43,6
Total	1020	1350	1272	-5,8	24,7

Source : ACPCE /DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

Sur la base des données collectées à l'ACPCE au deuxième trimestre 2024, il ressort que les enregistrements de création des entreprises au niveau du secteur primaire ont connu une baisse de 8,3 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre 2023. Ceci, malgré une augmentation d'enregistrement d'entreprises observée dans la branche « sylviculture et exploitation forestière » (66,7 %).

De même, le secteur secondaire a connu un repli de 10,9 % d'enregistrement d'entreprises, comparative-ment au trimestre correspondant de l'année précédente. Cette baisse résulte des contre-performances observées dans les branches « Bâtiments et travaux publics » (-21,8 %), « Industries manufacturières » (-34,1 %) et « Industries alimentaires » (-36,4 %) et ce, nonobstant la hausse de 153,8 % constatée dans la branche « Industries extractives ».

Le secteur tertiaire a affiché une hausse de 31,3 % d'enregistrement d'entreprises par rapport au niveau at-

teint au deuxième trimestre de l'année précédente. Cependant, on remarque une forte concentration des entreprises dans la branche « Autres services » (43,6 %).

II.3.2 Enregistrement des entreprises à la charte des investissements

Le nombre d'entreprises enregistrées a augmenté...

Au deuxième trimestre 2024, la commission nationale des investissements (CNI) a accordé 20 agréments contre 17 à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 17,6 % en glissement annuel.

Les intentions d'investissement des entreprises agréées au cours de la période sous revue ont régressé de 90,3 %, s'établissant à 247,5 milliards de FCFA contre 2 543,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre de l'année écoulée.

Tableau 55 : Répartition du nombre d'entreprises, des intentions d'investissements et d'emplois enregistrés à la CNI par secteur d'activités

Secteurs	T2-23			T2-24		
	Entreprises	Investissements	Emplois	Entreprises	Investissements	Emplois
Primaire	6	81,2	1131	1	4,0	141
Secondaire	3	28,1	121	14	111,1	747
Tertiaire	8	2434,3	1734	5	132,4	276
Total	17	2543,6	2986	20	247,5	1164

Source : DGE (Secrétariat permanent de la CNI, juillet 2024)

Ces investissements devraient favoriser la création de 1 164 emplois, un nombre largement en baisse par rapport à celui observé au deuxième trimestre de l'année 2023 (2 986 emplois).

Les intentions d'investissement des entreprises agréées pour la période seraient orientées à 53,5 % vers le secteur tertiaire, à 44,9 % vers le secteur secondaire et à 1,6 % vers le secteur primaire.

S'agissant des emplois attendus, 64,2 %, 23,7 % et 12,1 % sont respectivement dans les secteurs secondaire, tertiaire et primaire. Le secteur secondaire est celui qui a le plus généré d'emplois.

11.4 Opinions des chefs d'entreprise

Au deuxième trimestre 2024, 77,6 % des chefs d'entreprise ont rencontré des difficultés dans l'exercice de leurs activités, avec des variations selon les secteurs.

Dans le secteur primaire, 66,7 % des chefs d'entreprise ont signalé des obstacles. Les principaux défis identifiés sont liés au transport et à la logistique (60,0 %), aux lourdeurs administratives (30,0 %) et au recouvrement de créances (20,0 %).

Dans le secteur secondaire, 77,2 % des chefs d'entreprise ont déclaré des difficultés, principalement liées à l'électricité (58,3 %), aux lourdeurs administratives (44,3 %) et à la concurrence déloyale (41,0 %).

Dans le secteur tertiaire, 79,0 % des entreprises ont fait face à des difficultés. Les problèmes les plus courants incluent l'électricité (50,0 %), la concurrence dé-

loyale (45,0 %), le recouvrement de créances (41,7 %) et les lourdeurs administratives (40,0 %).

Au deuxième trimestre 2024, la majorité des chefs d'entreprise ont continué à rencontrer des difficultés dans l'exercice de leurs activités, bien que certaines améliorations aient été observées, notamment dans le secteur primaire. Les problèmes liés au transport et à la logistique, aux lourdeurs administratives, et au recouvrement de créances restent les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises, quelle que soit leur branche d'activité. Le secteur tertiaire, bien que connaissant une légère amélioration, demeure fortement impacté par les questions d'électricité et de concurrence déloyale.

Par ailleurs, les perspectives pour l'année 2024 révèlent un certain pessimisme, avec plus d'un tiers (35,5 %) des chefs d'entreprise anticipant une baisse de leur chiffre d'affaires, particulièrement dans la sous-branche « *Exploitation forestière* ». Cette situation appelle à des mesures appropriées pour atténuer les difficultés persistantes, améliorer l'environnement des affaires, et soutenir la résilience des entreprises.

Tableau 56 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Total
Transport et logistique	60,0	33,3	20,0	26,3
Eau	10,0	25,0	20,0	21,1
Électricité	0,0	58,3	50,0	50,0
Lourdeurs administratives	30,0	44,3	40,0	40,8
Concurrence	10,0	41,0	45,0	41,9
Recouvrement des créances	20,0	41,0	41,7	40,3
NTIC	0,0	3,3	7,5	5,8
Autres	20,0	14,8	30,0	24,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

11.5 Tendances des prix sur les marchés¹

Ce nouveau point analyse les variations des prix moyens de certains produits de première nécessité et les services de transport, dans les grandes agglomérations (Brazzaville et Pointe-Noire), entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024.

Bois de coffrage

Le prix de bois de coffrage (planches) a augmenté de 19,5 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des prix à la pompe et à la présence de l'étiage sur le long du fleuve Congo.

Lits en bois

Le prix des lits en bois a augmenté de 6,5 %. Cette augmentation s'explique par une augmentation des matériaux utilisés pour leur fabrication.

Maïs

Le prix du maïs a diminué de 26,8 %. Cette baisse résulte d'une offre accrue, favorisée par des conditions climatiques plus favorables et une meilleure gestion des ressources agricoles, reflétant une réponse des marchés agricoles aux incertitudes mondiales et à la stabilisation des prix des matières premières.

Farine de manioc (foufou)

Le prix de la farine de manioc a légèrement baissé de 3,6 %, ce qui suggère une stabilité relative sur ce marché. Cette tendance est soutenue par une pro-

¹ Ce nouveau point intervient en remplacement de l'analyse de l'indice des prix à la consommation produit par l'Institut National de la Statistique suite à l'arrêt momentané de l'observation des prix des produits avec achat au niveau des marchés de Pointe-Noire, Brazzaville, Dolisie, Owando et Ouessou.

duction agricole qui a été résiliente malgré les défis globaux.

Pomme de terre

Le prix des pommes de terre a diminué de 5,2 %, en raison de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement.

Riz à longs grains

Le riz à longs grains a subi une baisse de prix importante de 27,7 %, en lien avec la diversification des sources d'approvisionnement à l'importation.

Riz brisé

Le prix du riz brisé a augmenté de 12,3 %, en raison de l'augmentation des coûts de production et de stockage au niveau mondial.

Haricot blanc

Le prix du haricot blanc a augmenté de manière significative de 46,6 %, en lien avec l'augmentation de la demande.

Viande de bœuf sans os (fraîche)

Le prix de la viande de bœuf sans os a baissé de 2,8 %. Cette diminution reflète une stabilisation de l'offre et une demande faible.

Viande de bœuf avec os (fraîche)

La viande de bœuf avec os a vu une légère augmentation de son prix de 0,6 %, suggérant une stabilité sur ce marché.

Viande de porc

Le prix de la viande de porc a augmenté de 8,3 %, cette hausse est en rapport avec l'augmentation des coûts de production, en partie due aux fluctuations des prix des aliments pour animaux et à une demande accrue.

Viande de mouton

Le prix de la viande de mouton a baissé de 8,5 %. Cette baisse est due à une offre accrue.

Poulet vivant (élevage industriel)

Le poulet local sur pied a vu son prix augmenter de 37,9 %, ce qui s'explique par la demande accrue et à des coûts élevés de l'élevage domestique, exacerbés par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et les fluctuations des prix des matières premières.

Œuf frais

Le prix des œufs frais a augmenté de 1,2 %, reflétant une certaine stabilité dans ce secteur.

Huile raffinée de palme

Le prix de l'huile de palme raffinée a fortement di-

minué de 55,6 %, en raison d'une augmentation de l'offre mondiale et à une baisse de la demande.

Huile raffinée d'arachide

Le prix de l'huile d'arachide raffinée a chuté de 64,6 %. Cette baisse est due à des ajustements dans l'offre mondiale et à une réduction de la demande.

Sucre en poudre

Le sucre en poudre préemballé a vu son prix augmenter de 14,3 %, en raison de coûts supplémentaires liés à la production.

Sucre en morceau

Le prix du sucre en morceau a augmenté de 4,5 %, attribuable à une hausse des coûts de production et à l'augmentation de la demande.

Farine de blé

Le prix de la farine de blé a diminué de 23,6 %, en lien avec les ajustements prévus sur les marchés agricoles internationaux.

Pain de blé en baguette (petit pain)

Le prix du pain en baguette a augmenté de 13,0 %, reflétant une augmentation des coûts de production, tels que les matières premières et l'énergie.

Gaz butane

Le prix du gaz butane est resté relativement quasi stable.

Train (BZV/PN) - 2e classe

La réduction drastique des prix indique une suppression de ce service ou une révision tarifaire pour répondre aux nouvelles réalités économiques, peut-être en lien avec des réformes des services publics ou des ajustements budgétaires nationaux.

Transport par bus urbain

Le prix du ticket de bus urbain est resté inchangé.

Transport urbain par taxi

Le tarif des taxis est resté inchangé.

Transport par voie fluviale en bateau vers les localités (prix par passager)

Les tarifs du transport fluvial sont restés stables.

Transport aérien international (classe économique) vers Paris

Le prix du billet d'avion Brazzaville-Paris a augmenté de 30,9 %, en raison de la hausse des coûts de carburant, des taxes, ou d'une demande accrue.

Transport aérien international (classe économique) vers Washington

Le prix du billet d'avion Brazzaville-Washington a augmenté de 34,7 %, ce qui s'explique par des facteurs similaires à ceux des vols de Brazzaville-Paris.

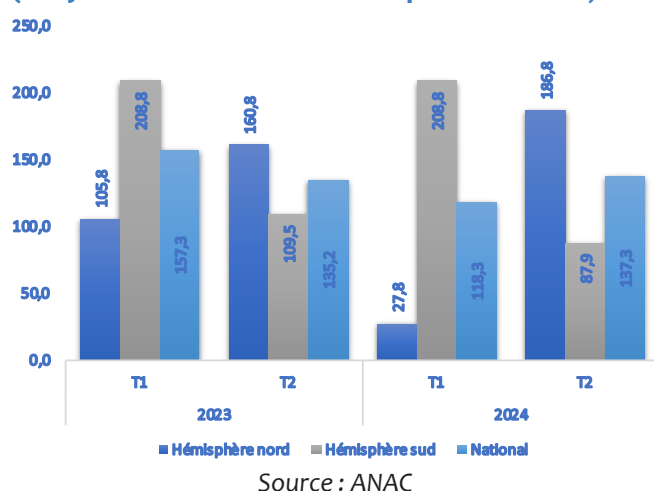
II.6 Pluviométrie

Le niveau moyen mensuel des précipitations au deuxième trimestre 2024 a crû de 1,6 % sur l'ensemble du territoire national, s'enregistrant à 137,3 mm d'eau contre 135,2 mm d'eau au deuxième trimestre 2023.

Cependant, cette hausse des précipitations ne s'est observée que sur l'hémisphère nord. Assurément, elle est passée de 160,8 mm d'eau au deuxième trimestre 2023 à 186,8 mm d'eau au deuxième trimestre 2024, soit une hausse de 16,1 %.

Dans l'hémisphère sud, le niveau des précipitations a reculé au cours de la période sous revue. Le niveau moyen mensuel des précipitations a chuté de 19,7 %, pour s'établir à 87,9 mm d'eau au deuxième trimestre 2024, contre 109,5 mm d'eau au deuxième trimestre 2023.

Graphique 12 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)



II.7 Commerce extérieur

Les échanges extérieurs de biens au deuxième trimestre 2024 ont connu des évolutions opposées : baisse des exportations et hausse des importations.

II.7.1 Exportations des principaux produits

Comparativement à la période correspondante de l'année précédente, les exportations en volume se sont contractées de 6,2 %, en lien avec le repli des volumes :

- des produits pétroliers constituées des huiles brutes de pétrole (-9,0 %), malgré une forte hausse des expéditions du fuel lourd et tout en

notant une demande extérieure nulle pour les produits tels que le GPL, le white spirit et l'essence légère ;

- des produits métallurgiques (-32,5 %), une évolution qui se justifie par un quasi-tassement du volume des cathodes de cuivre (0,5 %) et une non-expédition des lingots de zinc.

Cependant, la baisse globale en volume observée a été atténuée par :

- la forte accélération des livraisons de ciment portland et du clinker (193,9 %) et du fuel lourd (45,9 %) ;
- la hausse des expéditions de bois (5,2 %), tirée par les livraisons de bois en grumes (17,2 %) et dans une moindre mesure par les bois sciés et produits finis enregistrant une hausse modérée de 2,2 %.

Tableau 57 : Évolution des exportations des biens en volume (en tonnes)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Poissons et crevettes	1,86	0,82	-56,1
Sons et résidus de blé	8,49	0,12	-98,5
Autres biens alimentaires	0,95	2,32	144,4
Ciment portland et clinkers	84,73	249,00	193,9
Produits pétroliers			-8,1
Huiles brutes de pétrole	3216,00	2926,07	-9,0
Gaz, propane liquéfié	25,00	0,00	-100,0
Fuel lourd	105,03	153,09	45,8
White spirite	4,01	0,00	-100,0
Essence légère	5,30	0,00	-100,0
Bois			5,2
Bois bruts	67,09	78,67	17,3
Bois sciés	64,06	65,46	2,2
Placages déroulés	3,97	3,08	-22,4
Produits métallurgiques			-32,5
Cathodes cuivre	2,15	2,16	0,5
Lingots de zinc	3,34	0,00	-100,0
Autres biens non durables	7,85	12,94	64,8
Biens durables			340,0
Biens d'équipement	0,41	8,50	1993,6
Autres biens durables	0,51	2,19	326,3
Ensemble			-6,2

Sources : DGDDI et estimations DGE

La valeur globale des exportations a enregistré une baisse de 4,6 %, moins forte qu'en volume, se justifiant pour l'essentiel par une hausse modérée des cours du pétrole sur le marché mondial, une forte hausse des prix des cathodes de cuivre et une évolution positive des prix du bois. Elle s'est chiffrée au deuxième trimestre 2024 à 1 118,6 milliards de FCFA contre 1 172,8 milliards pour la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 58 : Évolution des exportations des biens en valeurs (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Poissons et crevettes	648	1 628	151,2
Sons et résidus de blé	603	63	-89,6
Autres biens alimentaires	315	1 866	492,2
Ciment portland et clinkers	5 110	13 612	166,4
Produits pétroliers	1 083 424	1 000 435	-7,7
Huiles brutes de pétrole	1 042 729	956 080	-8,3
Gaz propane liquéfié	5 308	0	-100,0
Fuel lourd	32 483	44 355	36,5
White spirite	1 018	0	-100,0
Essence légère	1 886	0	-100,0
Bois	38 403	43 023	12,0
Bois bruts	9 730	12 953	33,1
Bois sciés	27 330	28 995	6,1
Placages déroulés	1 343	1 075	-20,0
Produits métallurgiques	15 991	12 023	-24,8
Cathodes cuivre	10 751	12 023	11,8
Lingots de zinc	5 240	0	-100,0
Autres biens non durables	7 418	20 764	179,9
Biens durables	2 568	25 185	880,7
Biens d'équipement	438	17 372	3866,2
Autres biens durables	2 130	7 813	266,8
Ensemble	1 172 789	1 118 598	-4,6

Sources : DGDDI et estimations DGE

II.7.2 Importations des principaux produits

De façon globale, les importations en volume se sont caractérisées par une hausse de 49,1 %, en lien avec l'évolution des acquisitions :

- des biens d'équipements (110,2 %) ;
- des produits alimentaires et des boissons (11,7 %), marqués par une augmentation des volumes de viandes (26,8 %), de poissons (22,1 %) ainsi que d'huiles végétales et graisses (23,7 %) ;
- d'autres biens de consommation (22,5 %).

Il convient de noter, au niveau des produits alimentaires, la baisse du volume des importations des céréales constituées du blé et du riz, de l'ordre de 0,7 % et des produits laitiers de 9,5 %.

Tableau 59 : Évolution des importations de biens (en milliards de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons			11,7
Produits alimentaires			12,0
Viandes	56,5	71,1	25,8
Poissons	16,8	20,5	22,1
Laits et produits laitiers	3,4	3,0	-9,5
Céréales	85,0	84,3	-0,7
Huiles végétales et graisses	20,9	25,9	23,7
Autres produits alimentaires	120,9	117,3	-3,0
Boissons	4,4	4,2	-3,9
Autres produits de consommation			22,5
Produits énergétiques	125,9	129,2	2,6
Produits pharmaceutiques	1,4	1,2	-15,6
Produits nda	71,9	90,7	26,1
Biens d'équipement	21,92	46,07	110,2
Ensemble			49,1

Sources : DGDDI et estimations DGE

La valeur globale des importations est en hausse de 16,1 %, se situant à 669,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 contre 569,3 milliards à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 60 : Évolution des importations des biens en valeurs (en millions de FCFA)

Produits	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons	154 507	175 973	13,9
Produits alimentaires	151 175	173 775	14,9
Viandes	47 926	54 899	14,5
Poissons	18 936	21 896	15,6
Laits et produits laitiers	4 739	3 769	-20,5
Céréales	21 242	18 866	-11,2
Huiles végétales et graisses	14 941	16 400	9,8
Autres produits alimentaires	43 390	57 946	33,5
Boissons	3 333	2 198	-34,1
Autres produits de consommation	223 167	235 663	5,6
Produits énergétiques	10 755	27 463	155,4
Produits pharmaceutiques	13 433	41 665	210,2
Produits nda	198 980	166 535	-16,3
Biens d'équipement	191 623	249 261	30,1
Ensemble	569 298	660 897	16,1

Sources : DGDDI et estimations DGE

II.7.3 Balance commerciale

Le solde de la balance des échanges extérieurs des biens s'est détérioré de 24,2 %, se situant à 457,7 milliards de FCFA au deuxième trimestre de 2024, contre 603,5 milliards de FCFA à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 61 : Évolution de la balance commerciale (en millions de FCFA)

Indicateurs	T2-23	T2-24	Variations (en %)
Exportations	1 172 789	1 118 598	-4,6
Importations	569 298	660 897	16,1
Solde	603 491	457 701	-24,2

Sources : DGDDI et estimations DGE

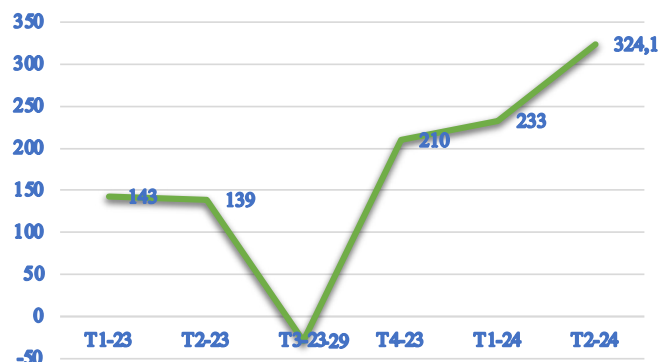
II.8 Situation monétaire

Au 30 juin 2024, l'évolution de la situation monétaire reste dominée en glissement annuel, par un raffermissement des avoirs extérieurs nets et une augmentation concomitante du crédit intérieur et de la masse monétaire.

II.8.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets du système se sont confortés, passant à 329,1 milliards de FCFA à fin juin 2024, contre 139,1 milliards de FCFA au 30 juin 2023. Dans le même temps, les avoirs en compte d'opérations sont passés de 327,4 milliards de FCFA au 30 juin 2023 à 202,1 milliards de FCFA douze mois après, en baisse de 38,3 %. Ce repli se justifie, en partie, par les contre-performances du secteur pétrolier, avec une production et les exportations pétrolières en baisse respectivement de 6,9 % et 9,8 % en volume et ce, malgré l'appréciation en FCFA du cours du dollar américain (5,5 %).

Graphique 13 : Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)



Source : BEAC/DGE (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

II.8.2 Crédit intérieur

Le crédit intérieur a progressé de 4,2 %, s'établissant à 2 993 milliards de FCFA au 30 juin 2024, contre 2 873 milliards de FCFA à fin décembre 2023, sous l'effet de l'augmentation des crédits à l'économie, alors que les créances nettes sur l'État sont demeurées stables.

Les créances nettes sur l'État ont quasiment stagné (-0,1 %), passant de 1 492 milliards de FCFA au 30 juin 2023 à 1 490 milliards de FCFA à la même date de l'année suivante.

Ainsi, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire s'est confortée (4,1 % en glissement annuel) pour ressortir à 1 563,9 milliards de FCFA au 30 juin 2024 (1 503 milliards de FCFA à fin juin 2023).

Les crédits à l'économie ont augmenté de 8,8 % en glissement annuel, à 1 503 milliards de FCFA au 30 juin 2024.

II.8.3 Masse monétaire

A fin juin 2024, reflétant l'évolution de l'encours des concours bancaires à l'économie, la masse monétaire s'est confortée de 16,1 % au rythme annuel, à 2 986 milliards de FCFA, tirée par toutes les composantes comme suit :

- la monnaie fiduciaire a cru de 6,7 % en glissement annuel, à 429,6 milliards de FCFA ;
- la monnaie scripturale est en hausse de 19,6 % sur un an, à 1 779,3 milliards de FCFA ;
- la quasi-monnaie est ressortie à 777 milliards de FCFA, en hausse de 14 % par rapport au 30 juin 2023.

Tableau 62 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en fin de période)

	En milliards de FCFA			Variations (en %)	
	2023	2024		T2-24/T1-24	T2-24/T2-23
	T2	T1	T2		
Avoirs extérieurs nets	139,1	233,3	329,1	41,1	136,6
Dont compte d'opérations	327,4	340,7	202,1	-40,7	-38,3
Crédits intérieurs	2872,8	3295,4	2992,8	-9,2	4,2
- Créances nettes sur l'État	1491,6	1761,3	1489,8	-15,4	-0,1
Dont Position Nette du Gt	1502,5	1788,3	1563,9	-12,5	4,1
- Crédits à l'économie	1381,1	1534,1	1503,0	-2,0	8,8
Masse monétaire	2572,1	3104,7	2985,9	-3,8	16,1
- Monnaie	1890,7	2371,1	2208,9	-6,8	16,8
Monnaie fiduciaire	402,5	424,4	429,6	1,2	6,7
Monnaie scripturale	1488,2	1946,7	1779,3	-8,6	19,6
- Quasi-monnaie	681,4	733,6	777,0	5,9	14,0
Autres postes nets	439,7	424,0	336,0	-20,8	-23,6

Source : BEAC (Enquête de conjoncture, juillet 2024)

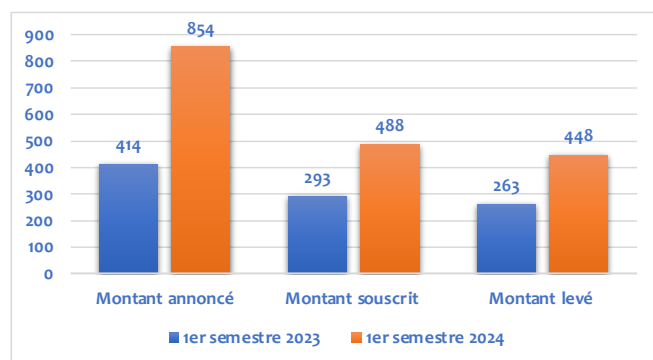
II.9. Titres publics

Au cours du deuxième trimestre 2024, le Congo est resté présent sur le marché des titres publics en émettant en moyenne, sur les deux compartiments obligations du trésor assimilables (OTA) et bons du trésor assimilables (BTA), d'importants montants.

II.9.1 Bons du trésor assimilables

Dans tous les aspects mesurés (montant annoncé, souscrit et levé), les chiffres pour le premier semestre 2024 montrent une expansion notable par rapport à ceux du premier semestre 2023. Cette croissance s'explique par la présence d'importants pics de remboursement due aux levées effectuées pour faire face aux crises comme celle du Covid-19. Ce qui s'est traduit par une titrisation et plusieurs opérations de rachat, afin d'essayer de contenir l'encours global.

Graphique 14 : Montants annoncés des BTA (en milliards de FCFA)



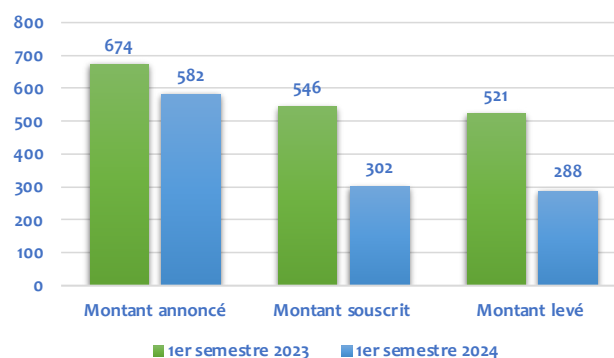
Source : MEF/DGT/PFP/DTV/ST

II.9.2 Obligations du trésor assimilables

Pour les OTA, les données de 2024 indiquent une période moins performante pour les volumes mesurés en comparaison à 2023. Cela reflète une non-appé-

tence globale pour les maturités supérieures à 2 ans. Des défis économiques ou des conditions de marché moins favorables, nécessitant une analyse plus approfondie devrait aider à identifier les facteurs spécifiques à l'origine de cette baisse.

Graphique 15 : Montants annoncés des OTA (en milliards de FCFA)



Source : MEF/DGT/PFP/DTV/ST

II.10 Relations avec l'extérieur

Le 10 juillet 2024, la République du Congo a achevé favorablement la cinquième revue du programme du Fonds monétaire international (FMI).

Cette cinquième revue a donné lieu à un décaissement immédiat d'environ 43 millions de dollars américains. Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a jugé satisfaisante la performance du programme, les objectifs quantitatifs y relatifs ayant été atteints.

La réussite de cinq revues successives avec le Fonds monétaire international est la preuve de la détermination du Gouvernement à œuvrer inlassablement pour la maîtrise de la gestion des finances publiques.

III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2024

L'analyse des perspectives de l'économie nationale pour 2024 porte sur le secteur réel, l'inflation, les finances publiques et le secteur monétaire.

III.1. Secteur réel

Le Gouvernement, à travers le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire table, sur la base de l'évolution de l'activité économique au deuxième trimestre 2024, sur une croissance de 3,3 % en 2024, contre 2,0 % en 2023. Ce raffermissement serait porté simultanément par les secteurs pétroliers et hors pétrole.

Le secteur hors pétrole devrait enregistrer une croissance de 3,7 % en 2024, en accélération de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2023 (3,4 %), du fait de la performance des activités dans les trois secteurs d'activité.

Le secteur primaire devrait afficher une croissance plus importante en 2024 (+2,9 %), par rapport à 2023 (+0,2 %), en rapport avec la reprise de la croissance de la branche « Sylviculture et exploitation forestière » (0,7 %, contre -0,8 %) et le raffermissement de la croissance de la sous-branche « Pétrole brut » (2,7 %, contre 1,7 %), en dépit de la décélération de la croissance de la branche « Agriculture, élevage, chasse et pêche » (5,8 %, contre 5,9 %).

Le secteur secondaire enregistrerait une croissance de 5,4 % en 2024, en accélération par rapport à 2023 (+4,5 %), sur fond de la reprise de la croissance de la branche « Électricité, gaz et eau » (0,7 % contre -1,0 %) et de la consolidation des activités de la branche « Bâtiments et travaux publics » (6,5 % contre 3,9 %).

Le secteur tertiaire, quant à lui, afficherait une croissance de 2,7 % en 2024, contre 3,3 % en 2023, soit un ralentissement de 0,6 point, à cause du fléchissement de la croissance des branches « Commerce, restaurants et hôtels » (4,1 %, contre 4,7 %) et « Autres services » (3,6 %, contre 4,8 %), et ce, nonobstant le regain d'activité des branches « Transports et télécommunications » (1,7 %, contre -0,2 %) et « Administrations publiques » (0,1 %, contre -1,3 %).

III.2 Inflation

Les tensions inflationnistes devraient demeurer vives en 2024, en lien avec le renchérissement des prix des produits de première nécessité auquel viennent s'ajouter les effets retardés de l'augmentation des prix du carburant à la pompe. En effet, le taux d'inflation devrait dépasser la norme communautaire dans la sous-région, pour se hisser à 4,2 % en 2024, contre 4,3 % une année plus tôt.

III.3 Finances publiques

D'après les prévisions du CCMB, basées sur l'exécution des finances publiques à fin juin 2024, les recettes budgétaires sont projetées à 2 521 milliards de FCFA (23,4 % du PIB) en 2024. Ces recettes devraient se répartir ainsi qu'il suit :

- 1 390,4 milliards de FCFA pour les recettes pétrolières, soit 12,9 % du PIB ;
- 1 059,2 milliards de FCFA pour les recettes non pétrolières, représentant 9,8 % du PIB, dont 942,2 milliards de FCFA pour les recettes fiscales (8,7 % du PIB) et 117 milliards de FCFA (1,1 % du PIB) pour les recettes non fiscales ;
- 23,4 milliards de FCFA pour les revenus des investissements, soit 0,2 % du PIB ;
- 47,8 milliards de FCFA pour les dons, représentant 0,4 % du PIB.

S'agissant des dépenses publiques, en fonction des objectifs fixés, notamment la lutte contre la vie chère, la soutenabilité de la dette publique, la poursuite du rétablissement des équilibres budgétaires, ect., l'enveloppe des dépenses a été projetée à 2 006,3 milliards de FCFA, représentant 18,6 % du PIB en 2024. Elles devraient se décliner comme suit :

- 1 608,9 milliards de FCFA pour les dépenses courantes, représentant 14,9 % du PIB, dont 424,1 milliards de FCFA pour traitements et salaires, soit 3,9 % du PIB, 574,1 milliards de FCFA pour les transferts, représentant 5,3 % du PIB et 262,8 milliards de FCFA pour les intérêts sur la dette publique, soit 2,4 % du PIB.
- 397,4 milliards de FCFA pour les dépenses d'investissement, représentant 3,7 % du PIB.

En conséquence, le solde budgétaire global base engagements dons compris ressortirait excédentaire de 514,7 milliards de FCFA, représentant 4,8 % du PIB. Le solde primaire base ressources propres serait aussi excédentaire d'un montant de 816,8 milliards de FCFA (7,6 % du PIB) en 2024.

III.4 Situation monétaire

La situation monétaire serait caractérisée à fin décembre 2024 par : (i) une hausse des avoirs extérieurs nets de 51,0 % pour ressortir à 317,1 milliards de FCFA, en relation avec les rapatriements projetés des recettes d'exportations par les opérateurs économiques, notamment ceux du secteur pétrolier, en dépit du service de la dette ; (ii) une progression du crédit intérieur net de 3,9 %, à 3 158,2 milliards de FCFA, en raison, d'une part, du regain des engagements de l'État envers le système bancaire et, d'autre part, de la consolidation des activités dans le secteur hors pétrole ; (iii) un accroissement de la masse monétaire de 14,1 %, à 3 127,7 milliards de FCFA, tirée principalement par sa contrepartie intérieure.

ANNEXES

Tableau A1 : Tendance des prix sur le marché

Produits	Unité	T2-2023	T2-2024	Variation en glissement (%)
1-Planches en bois (coffrage)	6m	10 306	12 318	19,5 %
2-Lit en bois	140cm	81 551	86 817	6,5 %
3-Maïs	Kg	966	707	-26,8 %
4-Pâte fermentée de maïs	Kg	852	727	-14,6 %
5-Farine de manioc (foufou)	Kg	500	482	-3,6 %
6-Pomme de terre	Kg	1 079	1 023	-5,2 %
7-Riz à longs grains	Kg	811	586	-27,7 %
8-Riz brisé	Kg	757	849	12,3 %
9-Haricot blanc	Kg	1 188	1 742	46,6 %
10-Viande de bœuf sans os (fraiche)	Kg	4 497	4 370	-2,8 %
11-Viande de bœuf avec os (fraiche)	Kg	4 000	4 025	0,6 %
12-Viande de porc	Kg	3 159	3 422	8,3 %
13-Viande de mouton	Kg	7 827	7 160	-8,5 %
14-Poulet vivant (élevage industriel)	Kg	1 744	1 818	4,3 %
15-Poulet local vivant (élevage domestique)	Kg	2 019	2 785	37,9 %
16-Œuf frais	Palette	2 916	2 951	1,2 %
17-Huile raffinée de palme	Litre	2 016	892	-55,7 %
18-Huile raffinée d'arachide	Litre	2 749	974	-64,6 %
19-Sucre en poudre	Kg	667	740	11,0 %
20-Sucre en morceau	Kg	766	800	4,5 %
21-Sucre en poudre préemballé	Kg	705	806	14,3 %
22-Farine de blé	Kg	846	646	-23,6 %
23-Pain de blé en baguette (petit pain)	Kg	962	1 087	13,0 %
25-Ciment (42.5)	50Kg	3 726	4 792	28,6 %
26-Gaz	12,5Kg	6 454	6 441	-0,2 %
28-Train (BZV/PN) - 2e classe	Ticket	13 350	0	-100,0%
29-Bus urbain	Ticket	165	175	5,7%
30-Taxi de ville	Ticket	1 000	1 000	0,0%
31-Transport inter urbain	Ticket	4 785	5 081	6,2 %
32-Transport par voie fluviale en bateau vers Kinshasa	Ticket	8 000	13 360	67,0 %
33-Vol international (classe économique) vers un pays africain Cemac (Douala)	Ticket	266 104	348 192	30,8 %
34-Vol international (classe économique) vers un pays africain hors Cemac (Cotonou)	Ticket	307 296	413 957	34,7 %
35-Vol international vers Paris (classe économique)	Ticket	831 411	1 090 745	31,2 %
36-Vol international vers Washington (classe économique)	Ticket	1 156 475	1 370 250	18,5 %
37-Prix du KWH de la première tranche d'électricité à la SNE	160,73	54	53	-1,0 %

ÉQUIPE TECHNIQUE

COMITÉ DE REDACTION

Directeur de la publication : Dr. Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Rédacteur en chef : Amed Stown BORGIA

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Adolphe MABIKI Alexis LOUKOLO

Amed Stown BORGIA

Anastasie KORILA

Andréas Linche BAHOUAS NTAKI

Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO

Benecia Astria BOMANDOUKI NGALA

Berode MOUTOLO MATONGO

Bien-Aimé DIAMONEKA

Boanerges Addissi MIZELET

Brice M'BON

Christ Durel YILA MOUTELET

Christophe MASSAMBA

Clev Fabrice AMBOULOU

Clin's White ONDZOLO

Gervet Darel TSAKALA TSIMBA

Doriane NGOLO

Dr. Constant Mathieu MAKOUÉZI

Dr. DIATA Ines Adréa

Dr. Grâce DOMBA

Dr. Gwladys Prince ONDONGO

Dr. Van NDOUNIAMA

Elie VOUZA

Emos Junior PEA

Ernest PEA

François NGASSAI

Friston Norel DZENGA-OBA

Godefroy Hubert KIHOULOU

Godfrey KIYOULOU

Hardy ZABATANTOU

Hortimi MITOUOLO NGALIBALI

Innocent GOMA MAKOUATI

Ismaïl BILONGO

Issdine KARIMOU

Jean Luc KOUTADISSA

Jean NIAMA BOUKORO

Jessica MOUANDA

Joie Parfaite MINZELE NSI

Latchidong Dagliche DIMI- PEA

Mack Deny YILA MABIALA

Moïse DAMBA

Pitou MAMFOUMBA

Ray NGOUMBA

Sylvère Cyrille NIANGUI MISSIET

Sylvestre Amour MAKODZO

William OKOMBI Dr. Ines Adréa DIATA

York Ismael BILONGO PINDOU

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Pr André-Patient BOKIBA

Pr Hervé DIATA

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA

Dr Athanase NGASSAKI

Dr Dieudonné DINGA DILOUNGOU

Dr Florent Jean Désiré KABIKISSA

Dr Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Dr Benjamin NGOMA

APPUI TECHNIQUE

Michel MATAMONA

Antoine ANDZOLO

SECRÉTARIAT

Bachelore Maldrine TAKI TOUNOUKA

Joshèlène Grâce LOUBAKI MOPIANE

Mailly MFOUMOU

Robert KIABIKA MAFIA

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
Bld. Denis SASSOU N'GUESSO (face MUCODEC la gare)

 : 1111Bzv /  : (+242) 22 260 03 54

 : dgeconomie.cg@gmail.com